

Equipe nationale

Belmadi dément les rumeurs

Page 18

Les DEBATS

Votre quotidien national

Pénurie de médicaments

Le ministère de la Santé va sévir

Le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, a promis de sévir contre les personnes qui causent le dysfonctionnement dans la chaîne de distribution des médicaments et qui provoquent cette pénurie qui dure depuis longtemps. Il s'est engagé à prendre des sanctions contre les parties à l'origine de la perturbation et de la pénurie des médicaments au niveau national.

Page 2



Urbanisme cadre de vie
Les nouvelles valeurs de la verdure



Par Saâd Taferka

Après les grands incendies de l'été qui ont dévasté plus de 10 000 ha de couverture végétale, le gouvernement a décidé de lancer une grande campagne de plantation portant sur une quarantaine de millions d'arbres à travers le territoire national à partir du mois d'octobre prochain, ce qui, symboliquement, représente le nombre d'habitants de notre pays, d'où la devise adoptée à cette occasion : «Un arbre pour chaque citoyen».

Cette opération vise, selon le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, à «renforcer les capacités forestières et à remplacer les pertes du patrimoine forestier causées par les incendies, en sus de l'élargissement des espaces verts pour assurer le bien-être du citoyen». De même, le ministre ajoutera que ce sera aussi l'occasion de relancer le projet du Barrage vert, en tant qu'«expérience pionnière en matière de lutte contre la désertification».

Il est important de noter ici le nouvel intérêt accordé à l'élargissement des espaces verts dans les villes. Le gouvernement compte exploiter l'opération qui sera lancée en octobre pour rebondir sur un aspect de la vie urbaine, souvent négligé, mais qui a nourri toute une littérature technique et administrative pour des résultats fort mitigés. Le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire vient de saisir tous les walis de la République afin mettre en branle le processus de verdissement des cités, quartiers et boulevards, dont le coup de starter sera donné avec le début de la campagne de plantation.

Déjà, au cours de ces deux dernières années, un grand effort a été réalisé dans l'établissement de forêts récréatives, à travers l'aménagement de forêts urbaines ou suburbaines. L'objectif étant fixé pour près de 150 espaces récréatifs de ce genre à travers 39 wilayas.

Page 4

Pour réussir le dialogue

Le PLJ insiste sur les mesures d'apaisement

Page 3



Pénurie de médicaments

Le ministère de la Santé va sévir

Le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, a promis de sévir contre les personnes qui causent le dysfonctionnement dans la chaîne de distribution des médicaments et qui provoquent cette pénurie qui dure depuis longtemps. Il s'est engagé, à prendre des sanctions contre les parties à l'origine de la perturbation et de la pénurie des médicaments au niveau national.



Par Par S. A. Mohamed

Lors d'une conférence de presse animée à l'issue de sa visite de travail dans la wilaya de Blida où il a inspecté nombre de structures relevant de son secteur, Miraoui a assuré que "des mesures seront prises à l'encontre des parties à l'origine de la perturbation et de la pénurie de médicaments", ajoutant : "je ne tolérerai jamais de telles pratiques". Rappelant que ses services ont ouvert une enquête, il a fait savoir que les résultats seront communiqués prochainement, avant de poursuivre : "nous ne pouvons faire un diagnostic précis de la situation tant que les résultats de

l'enquête ne sont pas connus". Par ailleurs, le ministre a annoncé la création, au niveau de son département, d'une "commission de veille", composée du directeur général de la pharmacie, du syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO), des distributeurs de médicaments, du Conseil national de déontologie et des producteurs, pour un suivi hebdomadaire de la situation au niveau national. Il a donné également des instructions pour l'installation de cette commission au niveau des wilayas dans le but de mener des visites d'inspection et l'identification des dysfonctionnements dans la chaîne de distribution. Le programme annuel

de distribution de médicaments, tracé par le ministère de la Santé, "est suffisant mais nous avons enregistré des perturbations et une pénurie, d'où l'impératif d'identifier les dysfonctionnements dans la chaîne de distribution pour les traiter", a déclaré le ministre, ajoutant "avec la collaboration de tous les partenaires, nous allons connaître le problème". Et pourtant, selon le ministère de la Santé une amélioration "progressive" et "significative" de la disponibilité des médicaments était attendue pour le deuxième semestre de l'année. Le Directeur général de la Pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, avait pour sa part

annoncé que "des mesures urgentes" ont été prises pour palier la pénurie de médicaments, notamment ceux destinés aux maladies chroniques. Parmi ces mesures, le représentant du ministère a cité le recours à l'importation complémentaire de ces médicaments, qu'il a qualifiés de "vitaux", en cas de non respect des engagements par les producteurs et qu'un délai de 03 mois est accordé aux producteurs pour assurer la disponibilité de ces médicaments. En dépit de ses "prévisions" et mesures, le problème a perduré. C'est ce qui a dû sûrement faire réagir le ministère qui a décidé de s'attaquer à ce problème.

S. A. M.

Un appel a été lancé par des professionnels de la santé Mobilisation contre la violence dans les hôpitaux

Par Rachid Chihab

Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp), lance un appel à toutes les organisations syndicales du secteur de la Santé publique pour agir ensemble contre les actes de violence dont sont victimes les professionnels de la santé publique, pendant les gardes notamment.

Dans un communiqué rendu public hier, le syndicat estime que la situation devient intenable devant la persistance des agressions physiques contre le personnel médical. Le communiqué intervient au lendemain, de l'invasion du CHU de Constantine par une bande de voyous qui a semé la terreur parmi le personnel médical et les patients.

"Au nom de son bureau national et de tous ses adhérents, le SNPSP exprime son indignation suite aux comportements barbares et voyous de jeunes qui ont investi les locaux du CHU de Constantine durant la nuit du 25 au 26 août 2019, pour semer le désordre et la terreur parmi les malades et le personnel soignant de garde", lit-on dans le communiqué. Le SNPSP qui réitère encore une fois son soutien et sa solidarité active avec l'ensemble des professionnels de la santé victimes de la violence sur tout le territoire national, dénonce avec fermeté cet énième acte d'agression et interpelle les autorités compétentes sur la gravité de la situation et la nécessité d'assumer pleinement leur responsabilité dans la protection des biens et des personnes. "Un appel solennel est lancé à toutes les organisations syndicales représentatives des différents corps professionnels du secteur pour une démarche concertée. Dans les meilleurs délais, autour des points communs en rapport avec la condition de travail de manière générale et la protection des professionnels de la santé en particulier", note la même source. A rappeler que des médecins, des paramédicaux et agents de sécurité subissent régulièrement des actes de violences de la part des patients et parfois de leurs accompagnateurs.

R. C.

Rentrée scolaire

Impression de 50 millions de manuels scolaires

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a fait état, à Tipasa, de l'impression, au titre de la rentrée scolaire 2019-2020, de 50 millions de manuels scolaires, tous cycles confondus, et de leur distribution aux établissements éducatifs, via les différents centres relevant de l'Office National des Publications Scolaires (ONPS).

En marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Tipasa où il a inauguré et inspecté plusieurs structures relevant du secteur de l'Education, M. Belabed accompagné par le wali et la Directrice locale de l'Education, a indiqué que 50 millions de manuels scolaires, tous cycles confondus, ont été imprimés au titre de la rentrée scolaire 2019-2020, en plus d'un quota supplémentaire de 30 millions de livres, stocks de l'année dernière, assurant qu'ils seront à la disposition des élèves "dès le premier jour de la

rentrée scolaire, prévue le 4 septembre". "Le livre scolaire est disponible et il n'y aura aucun manque ou pénurie", a affirmé le ministre, qui a relevé que les opérations d'impression et de distribution des manuels scolaires aux établissements éducatifs avaient commencé "très tôt", à travers l'ensemble du territoire national.

"Le prochaine rentrée scolaire sera sereine au vu de nombreux indicateurs positifs et aux préparatifs en cours au niveau des différentes wilayas", a-t-il ajouté.

Soulignant que la liste des manuels scolaires comprend 22 livres pour les cycles primaire et moyen, minutieusement préparés, notamment ceux de la langue arabe, de l'éducation religieuse et d'histoire, le ministre a fait savoir que l'ensemble de ces livres avaient été soumis aux parties compétentes, habilitées à analyser et à vérifier leur contenu, tel le Haut

Conseil de la langue arabe (HCLA), et d'autres instances relevant des ministères des Affaires religieuses et des wakfs et des Moudjahidine. Il a indiqué, dans ce contexte, que les réserves émises concernant le livre d'histoire ont été prises en considération.

En outre, M. Belabed a indiqué que "chaque livre a été soumis à l'étude d'une commission compétente relevant de l'Institut national de recherches en éducation (INRE), où il a été procédé au renforcement du contrôle des livres sensibles ayant trait à l'identité nationale afin d'éviter les erreurs commises par le passé". D'autre part, le ministre a évoqué la livraison d'équipements et de matériels techniques pour le raccordement des établissements éducatifs à l'Internet via le satellite algérien "Alcom Sat 1" au cours de l'année scolaire en cours (2019) à Tipasa et dans d'autres wilayas, ajoutant que l'opération se poursuivra graduelle-

ment pour englober l'ensemble des établissements éducatifs, et ce conformément à la convention signée avec le ministère de la Poste, des Télécommunications et des Technologies et du Numérique.

Le ministre a rappelé que plus de 9 millions d'élèves devront rejoindre les établissements éducatifs lors de la prochaine rentrée scolaire et que le secteur de l'Education devra prendre en charge plus de 36.000 élèves de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, soulignant que le Premier ministre l'a chargé de présider une commission interministérielle comportant, en sus du secteur de l'Education, les secteurs de la Santé, de la Formation professionnelle et de la Solidarité nationale. Cette commission s'attèle à l'élaboration d'une circulaire interministérielle qui sera communiquée, dans les deux prochains jours, aux établissements éducatifs afin de faciliter l'intégration de cette catégorie dans

le milieu éducatif, a-t-il précisé ajoutant que la circulaire engagera toutes les parties à s'acquitter de leurs tâches, et ce pour réaliser la complémentarité entre les secteurs pour une meilleure prise en charge de cette catégorie, qui est l'une des priorités de l'Etat.

A une question sur la priorité accordée par le Gouvernement au recrutement des diplômés des Ecoles normales supérieures (ENS), M. Belabed a tenu à affirmer qu'il n'y a aucune exclusion dans le recrutement dans le secteur de l'Education, soulignant que "cette catégorie est la mieux désignée pour occuper des postes d'enseignants, tous cycles confondus, compte tenue de la formation spécialisée de qualité dont elle bénéficie et de la convention signée entre les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur".

R. N.

Pour réussir le dialogue

Le PLJ insiste sur les mesures d'apaisement

Pour sortir de l'impasse actuelle, le Parti de la Liberté et la Justice (PLJ), de Mohamed Saïd, propose l'application préalable par le pouvoir des mesures d'apaisement pour réduire la tension. Sinon, " tout débat relatif à l'organisation d'élections présidentielles sérieuses serait de portée limitée ".



Par Karima Nacer

Poursuivant les rencontres avec les acteurs et partis politiques, les membres de l'instance du dialogue et de la médiation ont rencontré, hier, le président du Parti de la Liberté et la Justice (PLJ), Mohamed Saïd. Ce dernier a rappelé à cette occasion la position de son parti concernant la crise politique et la voie de son règlement sur la base de la consolidation de l'unité nationale, la préservation de la cohésion nationale et la protection des institutions de l'Etat. Ainsi, pour le parti, le dialogue responsable et sérieux constitue l'unique voie pour la construction d'un consensus dont se réclame le PLJ depuis sa création en 2012. Cette voie a été ignorée ou manipulée par le pouvoir jusqu'au jour où la révolution populaire pacifique l'a imposé le 22 février 2012, a précisé le parti dans un communiqué rendu public à l'issue de sa rencontre. Mohamed Saïd qui a appelé à la sagesse et au réalisme pour faciliter la construction d'un moyen consensuel de sortir de la crise, a tenu à préciser que " Toute précipitation serait préju-

diciable si ses résultats ne seraient pas en harmonie avec les aspirations du peuple à l'avènement au pouvoir de compétences de la nouvelle génération en rupture avec le système en place. Pour le parti politique, la crise que traverse le pays est une crise politique. Il appelle à un traitement politique consensuel qui gagne à ne pas perdurer pour éviter ainsi les risques de dérapage et d'exacerbation de la tension. Partant de ce constat, le PLJ est tenu par les dispositions afférentes stipulées dans la plateforme du forum du dialogue national de Aïn Bénian relatives au processus détaillé de sortie de crise.

Pour sortir de l'impasse actuelle, le PLJ propose l'application préalable par le pouvoir de mesures d'apaisement pour réduire la tension, et en particulier: la libération des citoyens arrêtés au cours des marches populaires, le non harcèlement des activistes politiques, la levée des entraves bureaucratiques étouffantes devant l'action politique et le mouvement associatif, le respect de la liberté d'expression et l'ouverture du champ médiatique par la cessation des pressions exercées sur les média. Aussi, le PLJ

demande la désignation d'un gouvernement technocrate consensuel de compétences nationales ainsi, que l'élargissement du panel aux personnalités nationales réputées pour leur intégrité, leur crédibilité et leur popularité, et l'exclusion de ses rangs de tout membre directement impliqué dans la préparation du 5ème mandat du président déchu. Et enfin le parti propose, la limitation du rôle de l'institution militaire dans la facilitation de la réalisation du consensus national entre tous les partenaires politiques et sociaux jusqu'à l'élection de nouvelles institutions nationales. Pour terminer, le parti de la Liberté et la Justice (PLJ), considère que tant que ces mesures préalables ne seront pas satisfaites, lesquelles du reste constituent un test pour la volonté politique du pouvoir, tout débat relatif à l'organisation d'élections présidentielles sérieuses serait de portée limitée. " Persister dans cette voie reflète une sous-estimation de la volonté de changement populaire, il va sans dire que même si ces élections venaient à être organisées sans tenir compte de ce courant irréversible qui mobilise de larges couches sociales, la légiti-

mité du pouvoir serait remise en cause sitôt le nouveau président de la république investi ", a conclu le communiqué du parti.

Le panel de dialogue et de médiation a reçu également dans l'après midi, le président du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), Mohamed-Cherif Taleb.

K. N.

Communes

Le ministère de la Justice dément la constitution de commissions d'enquêtes

Le ministère de la Justice a démenti, mercredi, l'information faisant état de la constitution de commissions ministérielles pour enquêter sur les dossiers de projets à travers les communes du pays, précisant que " cela ne relève pas de ses compétences ".

Le ministère a affirmé que l'information était " infondée ", exprimant son regret quant à " l'inquiétude que peut provoquer ce genre d'informations chez les responsables reconnus pour leur honnêteté ".

Il a rappelé, dans ce sens, que " la formation de commissions ministérielles ne relevait pas de ses compétences, et ce conformément aux règles de compétence régissant l'organisation et le fonctionnement des différents secteurs nationaux ", soulignant le souci du ministre à respecter l'autorité et les prérogatives des autres secteurs, conformément aux dispositions de la Constitution, de la législation et de la réglementation pertinente ".

Le ministère de la Justice a rappelé, en outre, que " les prérogatives du ministre de la Justice sont régies par le Code des procédures pénales qui définit son cadre d'intervention concernant les crimes commis parvenus à son travail, et lequel doit informer le Procureur général ou le charger, de manière directe, d'engager des poursuites pénales. Il détient, également, au titre du décret exécutif régissant les prérogatives du ministre de la Justice, l'autorité de coordonner l'action publique et de l'enclencher dans le cadre de la loi ".

H. O.

Au dernier jour de sa visite à la 2^e Région militaire

Gaid Salah : « Nous sommes autant satisfaits qu'exigeants »

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a estimé, hier à Oran, que les efforts fournis ont abouti à une " grande conscience " de la sensibilité des missions assignées à l'Armée nationale et populaire, et de l'" impératif " de leur parfaite exécution. " Tous les facteurs de réussite ont été réunis et tous les moyens de développement professionnel mis à disposition, en termes d'équipements, de formation, de préparation et de sensibilisation. Nous avons pleine conscience et avec beaucoup d'assurance que tous ces efforts fournis ces dernières années, à plus d'un niveau, ont abouti à une grande maturité professionnelle

et une expérience opérationnelle et du combat de haut niveau, mais aussi, et essentiellement, à une grande conscience de la sensibilité des missions assignées et de l'impératif de leur parfaite exécution", a déclaré le chef d'état-major dans une allocution prononcée au 4ème et dernier jour de sa visite à la 2e Région militaire, où il a supervisé un exercice de tir de missiles contre des objectifs de surface, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. La réunion qui a été tenue en présence du commandement et de l'état-major de la Région, des responsables des différents corps de sécurité, des chefs d'unités et des directeurs régionaux, a été l'occasion aussi pour M. Gaïd Salah de suivre un exposé global sur la situation

générale dans le secteur de compétence, présenté par le général-major Meftah Souab, Commandant de la 2e Région Militaire.

Il a, dans ce cadre, rappelé l'" impératif " de poursuivre les efforts " laborieux " afin " d'ériger une Armée forte, moderne et développée, qui repose sur la ressource humaine qualifiée et spécialisée, capable d'assimiler avec compétence les technologies modernes et avancées, et apte à relever les défis qui s'accroissent, imposés par le devoir de protéger l'indépendance de l'Algérie, de préserver sa souveraineté nationale et de garantir son unité populaire et territoriale ".

" A chaque inspection des personnels, des unités, des Régions et des Forces, nous sommes

autant satisfaits qu'exigeants, car les défis s'accroissent et se multiplient, et l'Algérie mérite que tous ses fidèles enfants, là où ils se trouvent, soient son rempart impénétrable, et c'est là où réside notre satisfaction, car nous ressentons effectivement que l'ANP est la véritable héritière de l'Armée de libération nationale, a-t-il déclaré.

" Nulle crainte donc pour une patrie dont les éléments de son Armée sont imbus des valeurs de leur histoire nationale, et considèrent que la valorisation de ses enseignements et la mise à profit de ses leçons est comme la lumière qui éclaire leur chemin vers l'acquisition d'avantage de puissance, à même de garantir la notoriété de l'Algérie et de préserver sa souveraineté nationale

et son unité territoriale et populaire", a souligné le vice-ministre de la Défense.

Pour lui, tels sont les principes dont il ne se lassera jamais d'ancrer le noble sens dans les esprits des enfants de l'ANP, qui autant qu'" elle est fière de son histoire nationale et des valeurs de sa glorieuse Révolution de Libération, demeure attachée à l'exécution des missions qui lui incombent, avec détermination et persévérance, compétence et résolution, fidèles que nous sommes au message des vaillants chouchouhada, afin de garantir à jamais l'acquis de souveraineté et de liberté et d'indépendance nationale de l'Algérie, ainsi que de son unité populaire et territoriale ".

H. L.

Urbanisme cadre de vie

Les nouvelles valeurs de la verdure

Après les grands incendies de l'été qui ont dévasté plus de 10 000 ha de couverture végétale, le gouvernement a décidé de lancer une grande campagne de plantation portant sur une quarantaine de millions d'arbres à travers le territoire national à partir du mois d'octobre prochain, ce qui, symboliquement, représente le nombre d'habitants de notre pays, d'où la devise adoptée à cette occasion : "Un arbre pour chaque citoyen".



Par Saâd Taferka

Cette opération vise, selon le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, à "renforcer les capacités forestières et à remplacer les pertes du patrimoine forestier causées par les incendies, en sus de l'élargissement des espaces verts pour assurer le bien-être du citoyen". De même, le ministre ajoutera que ce sera aussi l'occasion de relancer le projet du Barrage vert, en tant qu'"expérience pionnière en matière de lutte contre la désertification".

Il est important de noter ici le nouvel intérêt accordé à l'élargissement des espaces verts dans les villes. Le gouvernement compte exploiter l'opération qui sera lancée en octobre pour rebondir sur un aspect de la vie urbaine, souvent négligé, mais qui a nourri toute une littérature technique et administrative pour des résultats fort mitigés. Le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire vient de saisir tous les walis de la République afin mettre en branle le processus de verdissement des cités, quartiers et boulevards, dont le coup de starter sera donné avec le début de la campagne de plantation.

Déjà, au cours de ces deux dernières années, un grand effort a été réalisé dans l'établissement de forêts récréatives, à travers l'aménagement de forêts urbaines ou suburbaines. L'objectif étant fixé pour près de 150 espaces récréatifs de ce genre à travers 39 wilayas. La vitesse de croisière a été atteinte en 2018. La procédure consiste pour l'administration des forêts et

les collectivités locales- à identifier des portions de forêts domaniales proches de la ville, d'en établir le plan cadastral, d'y faire des propositions portant sur un plan d'aménagement, de faire valider le dossier par une commission de wilaya et, dans une seconde étape, la direction générale des forêts, puis de faire publier l'arrêté de création dans le journal officiel. Le procédé d'attribution pour les investisseurs est l'adjudication, après avis d'appel à manifestation d'intérêt.

Les espaces verts- aussi bien ces nouvelles unités appelées forêts récréative, que les jardins publics et les arbres d'alignement ornant les rues et boulevards- font partie du cadre de vie général censé contribuer faire bénéficier les familles et les individus d'une ambiance de repos, de loisirs et de récréation à même de réduire le stress des villes. En effet, la population algérienne tend de plus en plus à élire domicile dans les villes. La population urbaine dépasse 60 % des 42 millions d'habitants recensés au début de l'année en cours.

La montée en flèche de la demande en logements dans les villes algériennes, toutes formules et typologies confondues (AADL, social collectif et social évolutif, LSP, LPA, promotionnel, ...) a enregistré un palier qui la fait inscrire dans la durée. Cette, demande qui n'arrive pas à connaître de répit, malgré les programmes colossaux de l'Etat qui se chiffrent en plusieurs millions d'unités- y compris par le moyen du partenariat avec l'étranger- répond, dans la réalité, à une logique beaucoup plus complexe que l'on ne peut circonscrire dans une simple crois-

sance démographique touchant les lieux où la demande s'exprime. C'est toute la politique économique du pays qui est en train d'exprimer, à travers cette particularité liée à l'immobilier, ses incohérences. Pour cibler les mécanismes de l'économie qui créent ce genre de situation paradoxale, les analystes incriminent singulièrement la politique d'aménagement du territoire telle qu'elle est pratiquée à ce jour, ou- pour parler juste- telle qu'elle n'a pas eu l'heur d'être mise en pratique sur le terrain.

Des ensembles urbains sans âme

La demande en logements continue- malgré la crise financière qui a réduit les capacités d'intervention de l'Etat dans ce domaine- à occuper densément l'actualité nationale. Elle épouse une courbe exponentielle qui ne montre pas encore ses limites. En outre, le déséquilibre de la répartition démographique caractérisant le territoire national- la zone côtière se trouve surchargée par rapport aux Hauts Plateaux et au Sud du pays-, ajouté à la consommation effrénée des terres agricoles pour les besoins du béton, font peser, à moyen terme, un lourd danger sur le cadre général de vie des Algériens et sur l'environnement immédiat, déjà bien mis à mal par toutes sortes de pollutions et de "rurbanisations". Au lieu que les autorités et les techniciens algériens consacrent leurs efforts à la réflexion sur un meilleur cadre de vie en améliorant la qualité du bâti, l'architecture des immeubles, l'isolation thermique qui permet des économies d'énergies et l'embellissement

des espaces secondaires et les dépendances des quartiers et cités, ils se voient plutôt contraints à agir sous la pression, en consacrant toute leur énergie à la manière la plus rapide de livrer des logements aux candidats qui piaffent d'impatience et qui, parfois, sont susceptibles de troubler l'ordre public. On remarquera que c'est là un cycle infernal, où l'on tente de parer au plus pressé, et qui laisse peu de place aux architectes, aménageurs et urbanistes pour faire valoir leur vision, leur approche et leur stratégie afin d'assurer la fonctionnalité de tous les segments et la création d'un cadre de vie optimal qui aille avec les défis de la vie moderne en matière de lutte contre le stress, la promiscuité et la culture de la violence urbaine.

Parmi les éléments de décor urbain qui contribuent à ce bien-être social et culturel, la verdure demeure une donnée fondamentale, renvoyant aux valeurs intérieures par l'homme depuis son apparition sur la terre. La verdure dans une agglomération, ce sont les jardins publics, les bosquets, les arbres d'alignement le long des boulevards et des rues, les parcs urbain aménagés, les forêts récréatives (urbaine et suburbaines). À l'échelle mondiale, la norme établie par les aménageurs et les urbanistes est de 10 mètres carrés d'espace vert par habitant. En Algérie, cet espace représente une quantité négligeable, soit le dixième de la norme, 1 mètre carré. Le phénomène de bétonisation, après avoir consommé des milliers d'hectares de meilleures terres agricoles du pays, à commencer par la Mitidja Ouest (allant de Khemis El Khechna jusqu'à El

Affroun, en passant par Birtouta, Chebli, Boufatrik et Blida, a étendu ses griffes à d'autres espaces, particulièrement à l'Est d'Alger (Boudouaou, Boumerdès), sans oublier l'Oranie, la plaine de la Seybouse et d'autres anciens lieux de verdure.

Instaurer convivialité et bien-être

Aujourd'hui, l'accompagnement, sur le plan des équipements publics inhérents au cadre de vie des nouveaux ensembles urbains- des cités comptant parfois plus de 1000 habitants- semble être l'ambition la moins partagée par les gestionnaires des villes, aussi bien locaux que ceux relevant de la haute administration. Pourtant, s'agissant spécialement du verdissement des milieux urbains, de l'ombrage et des milieux récréatifs, la législation algérienne a fait un bond appréciable, la plaçant parmi les règlements les mieux élaborés à l'échelle des pays du Sud. Ainsi, par-delà la législation régissant les secteurs de l'environnement, des forêts et de l'urbanisme, les pouvoirs publics se sont donné un ensemble de règlements spécifiques aux espaces verts. Il s'agit principalement de la loi promulguée en mai 2007 relative à la gestion, à la protection et au développement des espaces verts, et d du décret exécutif de février 2009 portant sur la nomenclature des arbres urbains et des arbres d'alignement (39 espèces).

Dans la situation où l'urbanisation- avec ses faiblesses et ses dérives "ruralisantes"- ne connaît presque aucune limite, si ce n'est celle des enveloppes financières dans un contexte de crise, la législation établie il y a plus d'une dizaine d'année devrait servir à accompagner les nouveaux programmes de logements et à corriger, autant que faire se peut, les aberrations commises dans les grands ensembles où les populations n'ont droit qu'au béton, à la boue, à la poussière, au soleil sans tamisage par les arbres, et à la nudité des lieux. Pour peu qu'elle soit intégrée dans les programmes d'amélioration urbaine, menés à coup de milliards de centimes et sans grand impact sur la vie des populations, cette législation pourra constituer, de par les orientations et les instructions qu'elle fait valoir, un cadre réglementaire idéal pour apporter un supplément d'âme à des cités et quartiers froids et monochromes, ce qui ne manquera pas d'influer positivement sur l'état d'esprit des populations, de contribuer à réduire la violence urbaine et d'instaurer un climat de convivialité et de bien être individuel et collectif.

Sidérurgie

L'entrée totale en service de complexe de Bellara fin novembre

Le complexe sidérurgique de Bellara (Jijel), fruit de partenariat entre l'Algérie et le Qatar, devrait être pleinement opérationnel fin novembre 2019, a annoncé le ministère de l'Industrie et des mines dans un communiqué publié sur son site officiel.



Lors d'une audience qu'elle a accordé mardi à l'Ambassadeur du Qatar en Algérie, Hassane Ibrahim EL Malki, la ministre de l'Industrie et des mines, Djamilia Tamazirt s'est félicitée de l'avancement des travaux de ce complexe qui atteint "un taux d'avancement de 97% et dont l'inauguration officielle et l'entrée totale en service est prévue pour la fin novembre 2019", a précisé la même source. Cette rencontre entre Mme

Tamazirt et l'Ambassadeur du Qatar a constitué une occasion pour les deux parties de faire un état des lieux sur la coopération économique et industrielle entre les deux pays qui connaît "une dynamique ascendante", souligne le communiqué.

Les deux parties ont salué le partenariat algéro-qatari dans le domaine industriel, notamment en ce qui concerne le complexe sidérurgique de Bellara (Jijel).

Dans ce cadre, la ministre a insisté sur "la nécessité de la

diversification des produits sidérurgiques de ce complexe pour satisfaire la demande du marché national et réduire ainsi les importations d'acier et passer à l'exportation en particulier vers le marché africain".

Le complexe sidérurgique de Bellara revêt "une importance d'intérêt national puisqu'il vise la satisfaction des besoins en rond à béton et fil machine et en autres produits sidérurgiques", note le ministère de l'Industrie. Ce complexe est le fruit d'un

partenariat entre Qatar Steel international (49%), le Groupe Imetal (46%) et le Fonds national des investissements FNI (5%), selon de précédentes données.

D'un investissement de 2 milliards de dollars, le complexe comprend 10 unités de production, deux fours électriques, une station de gaz naturel, un transformateur électrique, une usine de chaux et une unité de traitement des eaux.

R. L.

Industrie Nacer Chareb installé à la tête du Groupe public "Divindus"

Nacer Chareb a été installé mardi à la tête du Groupe public Industries Locales "Divindus" par la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt en remplacement de Redouane Mohamadi, a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Ce changement entre dans le cadre du suivi régulier de l'activité des groupes publics industriels et de l'évaluation de leurs performances", note le document.

A cet effet, le nouveau management est chargé d'élaborer un plan de redressement stratégique axé sur le développement des activités, la dynamisation des filiales, la modernisation du mode de management du groupe et de ses filiales, la rationalisation des charges et de la gestion du patrimoine, explique le communiqué.

Selon le ministère, le nouveau management aura également pour mission le parachèvement de la mise en œuvre du plan de développement mis en place par les pouvoirs publics et la relance des opérations de partenariat en visant la diversification du portefeuille produits et en ciblant les activités à fort potentiel de substitution à l'importation. "Ce plan sera présenté dans les meilleurs délais pour examen et validation par le Conseil des Participations de l'Etat (CPE)", fait savoir le ministère. Pour rappel, le Groupe "Divindus" a été créé en 2015 à partir de la réorganisation d'un important portefeuille d'entreprises diversifiées, relevant autrefois des cinq (5) Sociétés de Gestion des Participations (SGP) régionales.

Ces filiales sont réparties sur l'ensemble du territoire national disposant d'un réseau commercial important.

R. E.

Réception de la centrale électrique d'Oumache "au plus tard en juin 2020"

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab a indiqué mardi à Biskra que la centrale électrique de la commune d'Oumache, actuellement en cours de réalisation sera réceptionnée "au plus tard en juin 2020".

"Il est impératif d'accélérer la cadence des travaux pour la réception de la centrale d'Oumache en juin 2020 et le lancement des travaux de la deuxième centrale électrique à Chega", a précisé le ministre lors

de son inspection du projet de cette centrale devant produire, une fois opérationnelle, 400 mégawatts d'électricité.

Il a dans ce sens, instruit à l'effet de recruter les compétences algériennes présentes dans le projet de la centrale d'Oumache, confiée en réalisation au consortium Sud-Coréen, Hyundai Engineering pour la réalisation de la centrale de Chega.

Abordé par des jeunes de la région qui

ont réclamé des opportunités d'embauche à la centrale électrique une fois opérationnelle, le ministre s'est engagé à "donner la priorité dans le recrutement aux jeunes de la région éligibles aux profils requis".

Le ministre de l'Energie a également inspecté les chantiers de réalisation des transformateurs électriques de haute tension d'Ourler et El Hadjeb, inscrits dans le cadre d'un programme de réalisation de dix (10) transformateurs dans la wilaya, où il a

souligné que le renforcement des moyens de production de l'énergie électrique ambitionne "l'accompagnement de la dynamique de développement économique dans cette wilaya".

Un exposé sur un projet de renforcement du réseau électrique de la daïra de Tolga a été présenté au ministre qui avait donné son accord de principe pour sa concrétisation.

APS

Pétrole

Le Brent à plus de 60 dollars

Les prix du pétrole progressaient mercredi en cours d'échanges européens en attendant la publication des chiffres officiels américains sur les stocks de pétrole du pays, plus tard dans la journée.

Vers 09H20 GMT (10H20 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 60,13 dollars à Londres, en hausse de 1,04% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance s'échangeait à 55,72 dollars,

1,44% de plus que la veille.

"Le recul impressionnant des stocks de pétrole brut estimé par l'American Petroleum Institute (API), organisation représentant le secteur du pétrole américain, a donné un coup de pouce au prix du baril", a expliqué Carlo Alberto de Casa, analyste chez ActivTrades.

Selon ce rapport publié mardi par l'organisation professionnelle du secteur, les stocks de brut aux Etats-Unis ont reculé de 11,1 millions de barils sur la semaine achevée le 23 août.

Plus tard dans la journée, les

investisseurs tourneront leurs regards vers les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), considérées comme plus fiables.

Les analystes s'attendent à une baisse de 2,8 millions de barils de brut sur la semaine achevée le 23 août ainsi qu'à une baisse de 400.000 barils pour l'essence et à une hausse de 1,4 million de barils pour les produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg.

"Les cours du pétrole ont aussi été soutenus par le fait que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés ont produit nettement moins que les limites sur lesquelles ils s'étaient mis d'accord en juillet", a relevé Jasper Lawler, analyste pour London Capital Group.

Selon un rapport du Comité de suivi de l'accord de l'Opep (JMMC), publié mardi, les pays de l'Opep et leurs alliés ont réduit en juillet leur production de près de 60% de plus que prévu.

Ses réductions ont pour but de

remédier à la faiblesse générale des prix du pétrole, et s'inscrivent dans un contexte économique incertain, avec un conflit commercial sino-américain qui menace la croissance mondiale. "Toutes ces spéculations autour d'une récession ont pesé sur les prix du pétrole récemment, et l'inversion de la courbe des taux (ces dernières semaines) a déclenché plusieurs ruées vers les valeurs sûres, aux dépens de l'or noir", a résumé Craig Erlam, analyste chez OANDA.

R. H.

Transport maritime

Conventions pour l'importation de blé et de la poudre de lait au moyen de navires algériens

Deux conventions ont été signées, mardi à Alger, entre le Groupe algérien de transport maritime (GATMA), d'une part, et l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), d'autre part, pour promouvoir l'utilisation de la flotte maritime nationale et limiter ainsi le recours aux moyens de transport étrangers en vue de réduire les dépenses en devises pour l'importation de blé et de la poudre de lait.



Les deux conventions, qui interviennent en application des décisions du Conseil de Gouvernement et des instructions du Premier ministre, Nouredine Bedoui, ont été signées au siège du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, lors d'une cérémonie présidée par le ministre du secteur, Chérif Omari, et son homologue des Travaux publics et des Transport, Mustapha Kouraba. Les conventions ont été signées par le Directeur général du Groupe algérien de transport maritime (GATMA), Smain Larbi Ghomri, d'une part, et les Directeurs généraux par intérim de l'OAIC, Nacereddine Messaoudi, et de l'ONIL, Khaled Soualmia.

Elles prévoient le recours aux navires algériens pour la prise en charge des importations de produits alimentaires en vue de réduire les dépenses en devises engendrées par les services de transport maritime, et dont la plupart son assurés par des transporteurs battant pavillon étranger.

Il s'agit d'augmenter la part de participation des navires algériens aux opérations d'importation de céréales et de la poudre de lait, de limiter le recours aux armateurs étrangers et de relancer le programme d'investissement décidé par le Conseil des participations de l'Etat pour l'acquisition de nouveaux navires dans le cadre du renforcement de la flotte maritime nationale.

A cette occasion, M. Omari a précisé que ces deux conventions "visent à optimiser les capacités nationales de transport maritime pour les importations de blé et de la poudre de lait avant la généralisation de cette mesure à d'autres produits, mais aussi aux exportations algériennes de produits agricoles au profit de

l'économie nationale, notamment à la lumière de la politique gouvernementale de diversification de la production nationale et de promotion des exportations hors hydrocarbures".

M. Kouraba, a, de son côté, fait savoir que "dix (10) navires seront mobilisés dans un premier temps pour l'importation de blé et de la poudre de lait". Faisant état des difficultés auxquelles a été confronté le secteur du transport maritime, où des employés n'ont pas perçu leurs salaires, le ministre a affirmé que "les efforts des uns et des autres ont permis de trouver des solutions en coordination avec les autres ministères, notamment ceux de l'Agriculture et du Commerce".

Le Dg du GATMA a estimé, pour sa part, que ces deux conventions permettront de renforcer la flotte nationale maritime, utilisée à la hauteur de 60% seulement", relevant que la contribution de la flotte nationale aux opérations d'importation ne dépasse pas 2,5% au niveau national.

Cette opération coïncide avec le renouvellement de la flotte nationale, lancé en 2012, ce qui profitera à l'Etablissement, aux travailleurs et à l'économie nationale en économisant de la devise grâce au recours aux moyens de transport nationaux.

L'Abondance des récoltes d'ogre évitera au pays son importation cette année

En réponse à une question sur l'importation de céréales cette année, le ministre de l'Agriculture a déclaré, en marge de la cérémonie de signature, que la saison de récolte était bonne cette année, notamment pour l'ogre qui a enregistré une grande abondance,

surtout dans les wilayas de l'est du pays.

Cette abondance permettra d'approvisionner confortablement le marché national, a-t-il ajouté écartant le recours à l'importation de ce produit cette année.

S'agissant des autres céréales, à l'instar du blé dur, le ministre rappelé que les récoltes ont augmenté durant les dernières années, ajoutant que la production s'est renforcée davantage cette année, ce qui permettra au pays de réduire les quantités importées habituellement.

Concernant le blé tendre, il a expliqué que la demande sur le marché national était "forte" vu la grande consommation du pain, faisant part de la prise de mesures supplémentaires dès le début de la saison de semence pour renforcer la production de ce produit et réduire son importation conformément à la politique du gouvernement visant la rationalisation des importations et la réalisation de la sécurité alimentaire.

A une question sur le refus de la laiterie fromagerie de Tesssala (Sidi-Bel-Abbès), filiale du Groupe Giplait, de réceptionner des quantités de lait livrées par certains éleveurs de Sidi-Bel-Abbès, ce qui peut causer une pénurie de cette matière vitale, M. Omari a écarté l'éventualité d'une crise dans l'approvisionnement en cette matière", rappelant que les quantités refoulées étaient non conformes aux normes en vigueur et représentaient un danger pour la santé publique.

Une rencontre a eu lieu entre les responsables de Giplait et des représentants des éleveurs ayant permis de trouver une solution à ce problème pour que "les choses reviennent à la normale", a indiqué le ministre.

H. A.

Face au dollar

Le yuan tombe à un nouveau plus bas en onze ans

La monnaie chinoise a poursuivi sa dégringolade mardi face au dollar, tombant à de nouveaux plus bas en onze ans après ceux atteints ces derniers jours dans un contexte commercial incertain.

Le yuan a perdu à la clôture 0,15% à 7,1617 yuans pour un dollar, après être tombé en cours de séance jusqu'à 7,1722 yuans pour un dollar, un niveau plus vu depuis 2008, autant en séance qu'à la fermeture.

Pour Michael Hewson, analyste pour CMC Markets, "bien que la Banque populaire de Chine prétende ne pas affaiblir sa monnaie, la hausse des droits de douane rend tout mouvement de ce type inévitable".

Depuis plusieurs semaines, la Chine a apparemment cessé d'utiliser ses réserves de change pour soutenir le yuan alors que le conflit commercial avec Washington s'est durci.

Les tensions se sont accentuées la semaine dernière avec l'annonce par

Pékin vendredi d'un relèvement des droits de douane sur des produits américains représentant 75 milliards de dollars d'importations annuelles.

Le même jour, Donald Trump a opté pour la surenchère en annonçant de nouvelles taxes avant d'adopter un ton plus apaisé ce week-end.

R. E.

France

Baisse de l'excédent commercial agroalimentaire

L'excédent commercial agroalimentaire français a atteint 454 millions d'euros en juin, soit un repli de 167 millions d'euros par rapport à juin 2018, dû à une "diminution conséquente des exportations" agricoles et alimentaires, a indiqué le ministre de l'Agriculture mardi.

La baisse des exportations de produits agricoles et alimentaires est particulièrement importante avec les pays de l'Union européenne: -9% sur un an, selon l'organisme statistique du ministère de l'Agriculture, Agreste.

Avec les pays non européens, la baisse des exportations s'élève à 7%, due notamment à un recul de 62 millions d'euros des ventes de vins, principalement à Hong Kong, Singapour et en Chine.

A. L.

Les craintes d'une récession augmentent

Wall Street rechute

Wall Street a terminé en baisse mardi, les investisseurs se montrant toujours préoccupés par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis et par des indicateurs avancés de récession sur le marché obligataire.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, a cédé 0,47% à 25.577,90 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a perdu 0,34% à

7.826,95 points et le S&P 500 a lâché 0,32% à 2.869,16 points.

La cotation new-yorkaise avait pourtant progressé à l'ouverture, conservant son élan de la veille, les investisseurs ayant bien accueilli lundi le ton moins agressif de Donald Trump à l'égard de la Chine lors du sommet du G7 à Biarritz. Mais les inquiétudes ont vite repris le dessus, alors que Pékin ne semblait pas partager le même optimisme que le locataire de la Maison

Blanche sur la probabilité d'un accord commercial entre les deux pays.

"Les investisseurs digèrent des signaux contradictoires sur le front commercial après qu'un porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a réaffirmé que Pékin n'était pas au courant d'appels téléphoniques entre les deux pays mentionnés par le président américain", a indiqué Lilian Currens de Schaeffer. Signe de la fébrilité de la

Bourse new-yorkaise, les taux d'intérêt sur les obligations à long-terme dégringolaient mardi.

Le taux à dix ans sur les Bons du Trésor américains était de 1,474% vers 20h15 GMT et était inférieur à celui sur les obligations à deux ans (1,522%).

Ce phénomène, qualifié d'"inversion de la courbe des taux" par les économistes, s'est produit à plusieurs reprises au cours des dernières semaines. Il est souvent

considéré comme un indicateur avancé de récession.

Le rendement obligataire à 30 ans était lui aussi en net recul, à 1,95%.

Le repli des taux d'intérêt sur le marché obligataire a affecté le secteur bancaire, dont les marges sont en général rognées quand le loyer de l'argent baisse. Bank of America a cédé 1,2%, CitiGroup 1,7% et JPMorgan 1,1%.

T. N.

Tamanrasset

Nécessité d'élaborer des études pour une meilleure gestion des CET

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zahra Zerouati, a mis l'accent, lundi à Tamanrasset, sur l'importance d'élaborer des études globales garantissant une meilleure gestion des centres d'enfouissement technique (CET).



En marge de la cérémonie d'inauguration d'un CET à la ville de Tazrouk (300 km au nord de Tamanrasset), dans le cadre de sa visite à la wilaya, la ministre a précisé "il faudra élaborer des études globales susceptibles de trouver des systèmes durables garantissant une meilleure gestion des CET notamment au niveau des régions du Sud vu la spécificités de ces infrastructures environnementales".

"Les capacités de production de ces infrastructures environnementales ne sont pas bien exploitées, ce qui impacte négativement la gestion des déchets", a ajouté Mme. Zerouati, soulignant la

nécessité de "trouver des alternatives plus efficaces pour la gestion de ces infrastructures".

Dans ce sillage, Mme. Zerouati a appelé à la formation et l'accompagnement des jeunes de la région dans le but de créer des investissements locaux en la matière, notamment en le recyclage des déchets, et ce à travers les différents dispositifs d'aides à l'emploi de jeunes et d'autres avantages permettant de parvenir à des solutions durables à la collecte et le recyclage des déchets.

Le CET de Tazrouk dont la réalisation avait coûté 210 millions DA, s'étend sur une superficie de 2,5 hectares et dispose de deux décharges.

Sur le même site, la ministre a

écouté un exposé sur son secteur à la wilaya, faisant état de collecte de 173 tonnes de déchets quotidiennement dont 98 tonnes acheminés vers les CET, ce qui, selon responsables du secteur, pose des problèmes environnementaux.

Les responsables locaux ont rappelé à cette occasion que la wilaya de Tamanrasset a bénéficié de cinq (05) CET dans le cadre du programme de soutien au développement économique.

Concernant le problème de la fuite d'eaux usées de la station d'épuration dans la ville de Tamanrasset, la ministre a indiqué que toutes les mesures nécessaires seront prises pour trouver les solutions adéquates à

ce problème soulevé par les habitants de la localité.

Pour sa part, le wali Djilali Doumi a rassuré les jeunes de la localité au sujet de l'ouverture d'une section locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) pour accompagner les porteurs de projets et leur éviter les déplacements au chef lieu de la wilaya.

Au chef lieu de la wilaya, la ministre a inspecté la station de production d'électricité par l'énergie solaire et écouté des explications autour de cet ouvrage énergétique de plus de 2,6 milliards de DA et d'une production de 19,5 gigawatts/an.

A cette occasion, les avantages environnementaux de cette

station ont été mis en avant en ce que cette dernière contribue à la réduction des quantités de carburant utilisé dans les stations traditionnelles pour la production de l'électricité ainsi que la réduction des émissions du CO2.

Au niveau du même site, un exposé a été présenté à la ministre sur le réseau d'éclairage public par l'énergie solaire à travers tout le territoire de la wilaya.

Soulignant l'importance de la généralisation de l'énergie solaire, Mme Zerouati a également mis en avant la nécessité de la formation dans le domaine des énergies renouvelables.

Concernant les énergies renouvelables, la première responsable du secteur a annoncé les dernières étapes de la création d'une conservation nationale des énergies renouvelables dont les missions consistent à coordonner les efforts entre les différents acteurs en vue de développer les énergies renouvelables notamment au Sud à même de réduire la consommation de l'énergie électrique.

Après avoir procédé à l'inauguration d'une station de l'Observatoire de l'environnement, la ministre a appelé à son équipement. Avant d'inspecter une exposition organisée par des associations activant dans le domaine de l'environnement, Mme Zerouati a inauguré la maison de l'environnement et distingué nombre de travailleurs de nettoyage et d'associations actives dans le domaine de l'environnement. A l'issue de sa visite, la ministre de l'Environnement a présidé une cérémonie de signature des contrats de concession pour l'élimination des déchets entre une entreprise publique à caractère industriel et commercial (EPIC) et des entreprises de jeunes créées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes.

O. M.

Accidents de la route à Alger

Les dispositifs sécuritaires de la saison estivale derrière le recul du nombre de morts

Les dispositifs de sécurité mis en place par le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger ont permis une baisse du nombre de décès des accidents de la route à 23, depuis le début de cette saison estivale, contre 28 au cours de la même période de 2018, a indiqué lundi la responsable de la Communication et des relations publiques au sein de ce corps de sécurité.

Le nombre de décès des accidents de la route déplorés à travers le territoire de compétence d'Alger a enregistré un "léger" recul, a déclaré à l'APS le capitaine Ounis Souad faisant état de 23 morts dans 149 accidents de la route (91 corporels et 35 matériels) entre la période allant du 1er juin au 20 août 2019, contre 28 morts au cours de la même période de l'année 2018,

Selon elle, cette baisse est le résultat des dispositifs et autres mesures prises par le Groupement territorial de la Gendarmerie

nationale d'Alger au titre des dispositions arrêtées par le Commandement général pour la sécurisation de la saison estivale 2019 et qui reposent, a-t-elle expliqué, sur le déploiement renforcé sur le terrain de ses éléments à travers les routes et les plages, l'utilisation d'équipements modernes, tels que les radars fixes et mobiles, les éthylotests et les tests de dépistage salivaire de drogues, le recours aux motos et véhicules banalisés pour lutter contre les infractions au code de la route outre les campagnes de sensibilisation.

Avec un taux dépassant les 90%, le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (conducteurs et piétons), suivi de l'état des véhicules et des routes et de l'environnement, a souligné la responsable, précisant que l'excès de vitesse, le dépassement dangereux, l'imprudence des piétons, les manœuvres dangereuses, le non respect de la signalisation et l'utilisa-

tion du téléphone mobile étaient les principales causes de ces accidents.

La même responsable a fait état également de "la disponibilité permanente" des différentes formations oeuvrant sur le terrain à l'image des unités de la sécurité routière, des brigades territoriales et des sections de sécurité et d'intervention jour et nuit, et ce en vue de prendre en charge les appels des citoyens pour assister, orienter et protéger les usagers de la route et leurs biens et organiser la fluidité de la circulation grâce à la présence permanente à travers le réseau routier des patrouilles pédestres et mobiles ainsi que les barages et les points de contrôle.

A ce propos, le capitaine Ounis a indiqué qu'il a été programmé des patrouilles pédestres et mobiles renforcées par des sections de sécurité et d'intervention et des brigades cynotechniques au niveau des sites qui enregistrent une grande affluence

d'estivants, outre des unités et centres de contrôle au niveau des plages relevant de la compétence de la Gendarmerie nationale d'Alger (32 dont 30 plages surveillées).

Elle a rappelé, dans ce cadre, la campagne de sensibilisation aux accidents de la route organisée du 7 juillet dernier jusqu'au 31 août sous le thème "Pour des vacances sans accidents de la route, respectez les règles de la conduite".

La représentante du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger a rappelé également le numéro vert 10.55, et le site tariki.dz mis à la disposition des citoyens 24h/24h pour demander secours ou se renseigner sur le réseau routier ainsi que le site électronique <https://ppgn.mdn.dz> dédié aux pré-plaintes et à l'envoi de renseignements à distance et le signalement de tout crime quel que soit sa nature.

L. M.

Chlef

Un budget supplémentaire pour l'AEP des zones rurales et villages

La wilaya de Chlef a bénéficié d'un budget supplémentaire de 100 millions de DA pour le projet d'approvisionnement des zones rurales et villages en eau potable.

Dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection entamée mardi à la wilaya de Chlef, le ministre des Ressources en eau Ali Hammam a ordonné l'attribution d'un budget supplémentaire de 100 millions de DA en faveur du projet d'approvisionnement des zones rurales et villages en eau potable, lequel touchera 5 communes.

Avec cette rallonge, l'enveloppe financière globale consacrée à ce projet de développement devant améliorer les conditions de vie des citoyens et le raccordement au réseau d'approvisionnement en eau potable, s'élève à près d'un (1) milliards de DA (le budget initial étant de 900 millions de DA).

A cet effet, il sera procédé, prochainement, au lancement des appels d'offres pour les opérations de réalisation en faveur des villages et hameaux des communes de Sendjas, Sidi Akkacha, Bénairia et Taougrite.

Inspectant la station de traitement d'eau



relevant du barrage de Sidi Yacoub, le ministre a instruit les responsables locaux de procéder, dans un délai de 20 jours, à la réparation de la station de dessalement d'eau de mer de la commune de Beni Haoua afin d'assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, en attendant l'importation,

dans deux mois, d'une nouvelle station dont l'enveloppe financière est estimée à 70 millions de DA.

Arrivé tôt dans la matinée pour une visite de travail et d'inspection à Chlef, le ministre avait écouté un exposé sur la situation du secteur et inspecté une station de dessale-

ment d'eau de mer à Mainis (commune de Ténès), puis le projet d'alimentation en eau potable des zones rurales de la commune Oum Drou avant d'achever sa visite en inspectant la station de traitement d'eau relevant du barrage de Sidi Yacoub.

R. T.

Oum El-Bouaghi Production de 3,8 millions quintaux de céréales

Une production de l'ordre de 3,8 millions quintaux de céréales a été réalisée dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi au titre de la saison agricole 2018-2019, dépassant les prévisions de 3,5 millions de quintaux attendus, a indiqué mardi le directeur local des services agricoles, Laâla Maâchi.

«La production de 3,8 millions quintaux de céréales a été réalisée sur une superficie agricole de 215.000 hectares», a précisé à l'APS le même responsable rappelant que pour l'exercice précédant 2,12 millions quintaux de céréales ont été produits.

Il a attribué cette augmentation de la production céréalière aux fortes précipitations de enregistrées dans cette wilaya.

La production céréalière dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi comprend 1,14 million quintaux de blé dur, 720.000 quintaux de blé tendre, 1,9 million quintaux d'orge et 40.000 quintaux d'avoine, a détaillé le même responsable, soulignant que 2,1 millions de quintaux de céréales ont été collectés.

En outre, 18 points de collecte des céréales relevant de la coopérative de céréales et de légumes sacs (CCLS) ont été mis à la disposition des agriculteurs de la wilaya pour rassembler la récolte dans les communes d'Oum El-Bouaghi et Ain Mliila, a fait savoir M. Maaâchi, soulignant que 680 moissonneuses-batteuses ont été mobilisées pour réussir la campagne moisson-battage, dont 59 engins appartenant à la CCLS.

K. T.

Saisie de plus de 7 kg de kif

Un total de 7,787 kg de kif traité et 10.334 comprimés psychotropes ont été saisis entre début janvier et le 31 juillet dernier dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de la communication et de relations publiques de la sureté de wilaya.

La même source a souligné que 98 affaires liées au commerce des psychotropes ont été traitées et se sont soldées par l'arrestation de 184 personnes impliquées.

Les mêmes services ont indiqué que la sureté de wilaya d'Oum El-Bouaghi a organisé durant les 7 premiers mois de l'année en cours, plus de 70 activités de sensibilisation ciblant les jeunes, adolescents et scolarisés, dans les différents cycles d'enseignement, pour débattre des dangers de la consommation des substances psychotropes, a-t-on conclu.

H. T.

Enseignement supérieur à Skikda Retard dans la réalisation des logements de fonction

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, a déclaré mardi depuis la wilaya de Skikda que cette wilaya a bénéficié, au cours des dernières années, d'une enveloppe financière de l'ordre de 20 milliards DA pour la réalisation de divers projets du secteur.

«Ces enveloppes financières ont permis la réalisation de nombreuses infrastructures du secteur de l'enseignement supérieur dans cette wilaya côtière», a précisé le ministre lors de l'inauguration d'une salle de conférence de 600 places, soulignant que

«les efforts se poursuivent pour renforcer davantage ce secteur». Tayeb Bouzid a inspecté le projet de 8.000 places pédagogiques au pôle universitaire 20 août 1955 et le projet de réalisation d'un laboratoire d'analyse pétrochimique et contrôle industriel où, selon les explications fournies, 4000 places pédagogiques des 8000 en chantier, seront livrées lors de la prochaine rentrée universitaire 2019-2020.

Lors de l'inspection du chantier de réalisation de 220 logements de fonction destinés aux enseignants qui enregistre un

retard, le ministre s'est engagé à parachever les travaux et livrer le projet «dans les plus brefs délais».

Relevant la disponibilité des services d'hébergement dans les résidences universitaires, de la restauration ainsi que du transport, M. Bouzid a souligné l'importance de la numérisation à l'université. Le ministre qui a inspecté le jardin botanique de l'université de Skikda, a appelé à oeuvrer à améliorer la qualité des services à travers les universités.

T. H.

Quartier El-Moustakbel à Tindouf

Mise en service d'un réseau de fibre optique

Un nouveau réseau de fibre optique a été mis en service au niveau du quartier El-Moustakbel (commune de Tindouf), a-t-on appris mardi des responsables de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom (AT).

Entrant dans le cadre de la modernisation des services de la télécommunication, cette nouvelle technologie qui sera généralisée progressivement dans cette collectivité, permettra aux abonnés d'accéder à l'internet

haut débit et de contribuer à l'amélioration des prestations de la téléphonie fixe, a précisé le directeur opérationnel d'AT par intérim, Mohamed Nouidjem.

Par ailleurs, les travaux de réhabilitation du réseau téléphonique détérioré dans certains quartiers du chef de wilaya, tels que Tindouf Lotfi, Gassabi et Ramdanine, lancés en début de l'année en cours, ont enregistré un avancement estimé à 54 %, a-t-il

ajouté.

Parmi les opérations d'AT à Tindouf pour cette année, figurent la réalisation de 830 lignes de téléphone fixe sur un total de 2.000 lignes programmées, alors que 784 nouveaux abonnés sur 2.800 ont été raccordés au réseau d'internet et 468 autres sur 3.500 lignes projetées, ont bénéficié de la 4G LTE, indique la même source.

R. T.

CONFLITS ►►

A Moscou

Erdogan et Poutine se disent inquiets pour Idleb

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan ont dit mardi partager "de graves inquiétudes" concernant la région syrienne d'Idleb (nord-ouest), où les combats font rage, M. Erdogan prévenant qu'Ankara réagira si ses soldats y sont mis en danger.



Réunis à Moscou, les deux dirigeants ont dit vouloir travailler ensemble pour apaiser la situation dans cette région frontalière de la Turquie, une des dernières à ne pas être contrôlée par le régime de Damas.

Après plusieurs mois d'intenses bombardements par les avions russe et syrienne, les soldats du président syrien Bachar al-Assad y ont lancé début août une offensive au sol, reprenant plusieurs localités d'importance.

Ces combats pourraient augmenter les tensions entre

Téhéran et Moscou d'un côté, qui soutiennent Bachar al-Assad, et Ankara de l'autre, qui appuie les rebelles.

"La situation dans la zone de désescalade d'Idleb soulève de graves inquiétudes et chez nous, et chez nos partenaires turcs", a déclaré M. Poutine au cours d'une conférence de presse avec M. Erdogan diffusée sur la télévision publique russe.

Disant "comprendre" les inquiétudes d'Ankara pour la sécurité à sa frontière, M. Poutine a ajouté avoir évoqué avec M. Erdogan "des mesures communes supplé-

mentaires" pour "normaliser" la situation, sans donner plus de détails.

La région d'Idleb est censée être protégée par un accord sur une "zone démilitarisée", dévoilé en septembre 2018 par la Turquie et la Russie pour séparer les zones gouvernementales des territoires aux mains des jihadistes et des insurgés, mais cet accord n'a pas empêché l'offensive syrienne. La Turquie a établi 12 postes d'observation dans la zone mais l'un d'entre eux a même été encerclé la semaine dernière par les troupes syriennes. Quelques

jours plus tôt, des avions du régime avaient bombardé l'avant-garde d'un important convoi militaire dépêché par Ankara à Idleb.

"Nos militaires sont en danger"

"La situation s'est tellement compliquée qu'à l'heure actuelle, nos militaires se trouvent en danger. Nous ne voulons pas que cela continue. Nous allons prendre toutes les mesures nécessaires", a prévenu Recep Tayyip Erdogan, selon des propos traduits en russe, ajoutant en avoir "discuté" avec Vladimir Poutine.

La rencontre entre les deux dirigeants intervient à deux semaines du sommet d'Ankara, prévu le 16 septembre, qui réunira les acteurs internationaux les plus engagés dans le conflit syrien: M. Erdogan, M. Poutine et le président iranien, Hassan Rohani.

Selon M. Erdogan, ce sommet doit "contribuer à la paix dans la région".

Si les deux leaders ont assuré vouloir préserver l'intégrité territoriale de la Syrie, Vladimir Poutine a toutefois déclaré qu'il était "nécessaire" de combattre les jihadistes présents dans la région d'Idleb, dominée par les jihadistes d'Hayat al-Cham (HTS, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda).

"Les terroristes continuent de bombarder les positions des troupes gouvernementales, essaient d'attaquer des cibles militaires russes", a ajouté le président russe.

Les combats dans la région ont encore fait mardi au moins 51 morts dans les deux camps, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

AFP

Selon le Premier ministre Les forces irakiennes sont prêtes à répondre à toute agression

Le Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi a indiqué mardi que les forces de son pays étaient prêtes à répondre à toute agression contre l'Irak, après une série d'attaques contre des dépôts de munitions appartenant aux unités paramilitaires Hashd al-Shaabi.

M. Abdel Mahdi a tenu ces propos au cours de la réunion hebdomadaire de son conseil des ministres, durant laquelle il a informé les membres du cabinet des résultats de l'enquête en cours sur ces attaques, a indiqué un communiqué du service de presse de M. Abdel Mahdi.

Le Premier ministre a confirmé que les forces armées irakiennes étaient prêtes à "répondre par tous les moyens à leur disposition à toute agression venant de l'intérieur ou de l'extérieur de l'Irak", selon le communiqué.

Les membres du cabinet ont également réaffirmé le droit de l'Irak à prendre les mesures légales et diplomatiques nécessaires auprès des institutions régionales et du Conseil de sécurité des Nations unies pour protéger sa sécurité nationale et sa souveraineté, a ajouté le communiqué. Ces déclarations surviennent après une série d'explosions et d'attaques de drones d'origine inconnue contre des positions et des dépôts de munitions des Hashd al-Shaabi en Irak.

H. T.

Yémen 25 soldats tués dans une attaque des Houthis contre les forces gouvernementales

Environ 25 soldats des forces armées du gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite ont été tués mardi dans une attaque d'envergure à laquelle se sont livrés les rebelles houthis dans la province de Saada, dans le nord du Yémen, a indiqué un responsable de l'armée yéménite. "Le groupe houthi a tendu une embuscade à des corps en marche des forces du gouvernement dans la région de Kataf à l'est de Saada", a précisé le responsable sous couvert d'anonymat.

Il a dit que 25 soldats ont été tués et de nombreux autres blessés suite à l'attaque.

APS

ONU

Le sort des combattants étrangers terroristes doit être traité dans le respect des droits de l'homme

Deux hauts responsables des Nations Unies ont demandé au Conseil de sécurité d'appuyer la lutte contre le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech), tout en soulignant les défis posés par le sort des combattants étrangers terroristes faits prisonniers et le traitement des personnes suspectées de l'être. "Ces six derniers mois, des milliers de combattants de Daech présumés, avec leurs familles, ont été détenus en Irak et en République arabe syrienne", a déclaré Vladimir Voronkov, le chef du Bureau du contreterrorisme des Nations Unies (OCT). "Nombreux sont bloqués dans des camps surpeuplés, dans des conditions extrêmes, ce qui engendre des préoccupations sécuritaires et

humanitaires sévères", a-t-il relevé. Selon ce bureau, le camp d'Al Hol, en Syrie, compterait 70.000 personnes, y compris des femmes et des enfants avec de possibles liens avec des groupes terroristes répertoriés comme tels par les Nations Unies.

Dans son dernier rapport sur la menace posée par Daech à la sécurité et à la paix internationales, le Secrétaire général de l'ONU souligne que les Etats membres sont responsables au premier chef de leurs ressortissants identifiés comme étant des combattants étrangers terroristes réels ou suspects et que les politiques et actions pouvant mener à leur apatridie doivent être évitées.

Le Bureau du contreterrorisme a développé en avril dernier un

ensemble de principes clés pour l'ensemble du système des Nations Unies afin de protéger, rapatrier, traduire en justice, réhabiliter et réintégrer les femmes et enfants ayant des liens avec les groupes terroristes.

"Nous avons partagé ces principes avec les Etats membres car nous croyons qu'ils peuvent aider ces derniers à définir leur propre politique et action, conformément au droit international", a déclaré M. Voronkov.

"Les Etats membres et la communauté internationale doivent porter attention de toute urgence au sort des milliers d'individus, comprenant un nombre important de femmes et d'enfants, qui sont actuellement détenus en raison de leur lien supposé avec Daech", a

pour sa part déclaré Michèle Coninx, la cheffe de la Direction exécutive du Comité des Nations Unies contre le terrorisme (CTED).

La Direction exécutive continuera de soutenir les Etats membres pour traiter ce problème dans le plein respect du droit international et des droits de l'homme, a souligné Mme Coninx.

Le rapatriement, la reddition des comptes, la réhabilitation et la réintégration de ces combattants terroristes étrangers réels et supposés représentent des défis pour les Etats membres. Ces derniers ont réitéré au CTED leurs préoccupations face aux possibles risques posés par la libération anticipée de combattants étrangers terroristes emprisonnés (qu'ils soient des hommes ou des femmes), en l'ab-

sence de programmes de réhabilitation et de réintégration appropriés.

"En raison des faibles peines infligées aux (combattants terroristes rapatriés), qui s'explique par des problèmes de preuves et de juridictions, les opportunités pour les faire participer à des programmes de réhabilitation et de réintégration avant leur libération sont limitées", a dit Mme Coninx.

A l'inverse, des périodes prolongées de détentions préventives sans garantie de procès équitables peuvent entraver l'efficacité des mesures de réhabilitation et augmenter le risque que des individus puissent radicaliser d'autres individus dans des prisons, a-t-elle prévenu.

H. F.



Ethiopie

Des cures de désintox pour les accros du khat

Quand l'Ethiopien Yonas Getu Molla a commencé à mâcher du khat, il était étudiant en architecture et trouvait dans cette plante euphorisante l'énergie pour rester éveillé et étudier jusque tard dans la nuit.



Mais quand ses amis et lui-même refermaient leurs bouquins, leur cœur battait la chamade et ils se mettaient en quête d'alcool fort ou de cannabis pour contrebalancer les effets du khat, similaires à ceux des amphétamines, afin de trouver le sommeil.

Pour Yonas, aucun doute: la consommation de khat l'a conduit à développer des addictions à l'alcool et à la drogue, et lui a coûté sa carrière, ses économies et le respect de son entourage.

"Une substance venait après une autre substance", raconte-t-il à l'AFP.

A Mekele, la capitale de l'État régional du Tigré dans le nord de l'Éthiopie, un Centre de désintoxication aux drogues, organisme public qui fait figure de précurseur dans le pays, l'a aidé à abandonner toutes ses addictions, y compris celle du khat.

Considéré comme un stupéfiant dans de nombreux pays, le khat est autorisé et très couramment consommé en Éthiopie et plus généralement dans une grande partie de l'Afrique de l'est, où il est plus perçu comme une activité culturelle qu'un problème de société.

Il n'existe pas de consensus parmi les experts de santé publique sur le niveau de dépendance suscité par le khat. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) le juge comme moins addictif que l'alcool ou le tabac.

Certains affirment néanmoins que le khat alimente des pathologies comme la dépression.

Et des consommateurs réguliers interrogés par l'AFP évoquent des effets à long terme: perte d'appétit, dentition endommagée, manque de sommeil, sans compter les répercussions non négligeables sur les finances de certains foyers.

A Addis Abeba, un consommateur de khat dépense en moyenne 4 dollars par jour (3,60 euros), dans un pays où le revenu moyen annuel est selon la Banque mondiale de 783 dollars (705 euros).

Juste derrière le café

Le psychologue clinicien Welday Hagos, directeur du centre de Mekele - le seul établissement gratuit de désintoxication aux drogues et à l'alcool du pays -, considère non seulement le khat comme une drogue mais estime que sa consommation est la porte ouverte vers des substances plus dures.

Selon lui, plus de 80% des quelque 500 patients dont il s'est occupé depuis l'ouverture du centre en 2015 ont commencé une addiction à l'alcool ou à une drogue en consommant du khat.

Le sevrage du khat - également appelé "miraa" au Kenya ou en Tanzanie - s'accompagne d'effets secondaires allant de l'irritabilité aux cauchemars en passant par des variations très brutales de l'appétit, décrit Welday Hagos.

Dans le centre de désintoxication qu'il dirige, ce sevrage passe par des thérapies individuelles et de groupe, des médicaments si nécessaire, la pratique sportive, la fréquentation d'une bibliothèque, des séances "spirituelles", des réunions avec d'anciens accros... Téléphones portables et tablettes sont bannis, les visites et les contacts avec l'extérieur sont limités.

Welday Hagos estime que "nous n'allons pas dans la bonne direction: nous devons accroître la connaissance de la population sur les conséquences de la consommation de khat." Elle reste néanmoins légale en Éthiopie, où le khat représente même le second poste à l'exportation derrière le café,

notamment en direction de Djibouti et de la Somalie. La consommation domestique est aussi en hausse et touche particulièrement la population estudiantine de ce pays de plus de 100 millions d'habitants, souligne Welday Hagos, en se référant à plusieurs études sur le sujet, dont une datant de 2018.

Plusieurs campagnes lancées par des groupes de la société civile ont échoué à en obtenir l'interdiction, comme c'est le cas en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Atteindre le "merkana"

Le khat a ainsi ses fervents défenseurs en Éthiopie, comme a pu le constater l'AFP récemment à la "Petite Mogadiscio", un quartier de la capitale Addis Abeba.

Chaque après-midi, les rues assoupies s'y animent à l'arrivée d'une camionnette remplie de fagots de khat fraîchement récolté, en provenance directe de la ville d'Harar (nord-est), un des principaux centres de production du pays.

Récemment, l'AFP y a rencontré un groupe de cinq jeunes amis, qui une fois leur khat acheté, ont installé leurs tabourets en plastique en cercle sur le trottoir et vanté les vertus de la plante euphorisante, à l'abri d'un parasol. Selon eux, le khat agit comme un antidouleur, un antidépresseur et permet d'ignorer la faim; il a aussi le mérite d'apaiser les frustrations de la population et de diminuer l'appétit sexuel des hommes, ce qui leur permet de rester fidèles à leur(s) épouse(s); et celui qui le consomme au travail, ajoutent-ils, peut atteindre un état appelé le "merkana", une concentration tout à la fois intense et joyeuse, qui augmente la productivité.

Les cinq jeunes amis montrent peu de patience quand on évoque les risques que la consommation de khat ne débouche sur

d'autres addictions.

"Les gens qui disent ça étaient déjà alcooliques ou consommaient des drogues", affirme l'un d'eux, Ousman Abdulahi. "Quand vous consommez du khat, cela ne fait que renforcer votre concentration", assène-t-il.

Reste que des patients du centre de désintoxication de Mekele estiment que leur vie a été détruite par le khat.

Mohammed Kelifa, 30 ans, en a absorbé quotidiennement pendant neuf ans. Il passait ses nuits à en consommer - tout en dialoguant avec des femmes sur Facebook. Son épouse a demandé le divorce.

Mohammed est confiant que sa cure de trois mois lui a permis d'en finir avec le khat. Il se dit prêt désormais à reconstruire sa vie. "Je veux me remarier, construire une famille et de nouveau inspirer du respect."

"Le plupart des gens qui quittent cet endroit ont peur de rechuter mais je n'ai pas cette crainte".

AFP

Gouvernement en RDC "C'est Kabila qui continue, c'est un affront", tempête Fayulu

L'opposant Martin Fayulu, qui revendique la victoire à l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, a dénoncé mardi l'omniprésence de l'ex-président Joseph Kabila dans le gouvernement de coalition annoncé mardi, sept mois après l'investiture de Félix Tshisekedi.

"C'est Kabila qui a plus de 65% (des ministères) dans ce gouvernement. Et même ceux qui se disent du Cach (Cap pour le changement, coalition du président Tshisekedi), ne pourront rien faire parce qu'on leurs a mis des doublons", a-t-il déploré devant la presse.

"C'est Kabila qui continue, c'est un affront au peuple congolais (...) Donc, nous devons refaire la lutte pour chasser Kabila. Mais, Kabila partira et je vous le dit", a-t-il affirmé à l'issue d'une convention de son regroupement politique, "Dynamique de l'opposition".

M. Fayulu revendique la victoire à l'élection présidentielle du 30 décembre et accuse MM. Kabila et Tshisekedi d'avoir "fabriqué" des résultats à ses dépens avec la complicité de la Commission électorale et de la Cour constitutionnelle.

AFP

Gambie

Décès du premier président à l'indépendance, Sir Dawda Jawara

Le premier président de la Gambie indépendante, Sir Dawda Jawara, renversé en 1994 lors du putsch mené par Yahya Jammeh, est décédé mardi à l'âge de 95 ans, a-t-on indiqué de sources officielles.

"C'est avec regret que j'ai appris la disparition de l'ancien président Sir Dawda Jawara, décédé à l'âge de 95 ans", a déclaré sur Facebook et Twitter l'actuel chef de l'Etat de ce petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest, Adama Barrow.

M. Barrow a déploré "une grande perte pour le pays en particulier et pour l'humanité en général". Les drapeaux seront

mis en berne, ont indiqué le ministre de la Pêche, James Gomez, ainsi que la présidence, précisant que les funérailles d'Etat de Dawda Jawara se dérouleront jeudi à partir de 16H00 GMT à l'Assemblée nationale. Né en 1924 dans une famille mandingue musulmane, à Barajally (centre), où son père était commerçant, ce vétérinaire formé au Ghana, puis en Ecosse, était entré en politique en 1960 en devenant le leader du Parti progressiste du Peuple (PPP).

Sa carrière gouvernementale, commencée comme ministre de l'Education en 1960, s'était poursuivie comme Premier ministre

en 1962. C'est à ce poste qu'il négocia et proclama en 1965 l'indépendance de la Gambie, colonie britannique depuis 1888.

Son principal succès aura sans doute été d'avoir préservé cette indépendance en refusant l'intégration à son voisin, le Sénégal. Il s'est révélé grand manœuvrier pour résister aux pressions du premier président sénégalais Léopold Sédar Senghor, en restant jusqu'en 1970 sous la tutelle de la Couronne britannique, qui l'anoblira. Il ne devait mettre fin à cette tutelle qu'en 1970, lorsque la Gambie est devenue une république. Sir Dawda était ensuite

élu régulièrement tous les cinq ans, avec une nette majorité, d'abord par l'Assemblée nationale, puis au suffrage universel après la réforme constitutionnelle de 1982.

Un an avant cette réforme, son régime avait survécu à un coup d'Etat, grâce à l'intervention de l'armée sénégalaise.

Le président Jawara prit alors l'initiative de proposer une confédération à son voisin. Née officiellement en 1982, la Ségambie sera cependant dissoute sept ans plus tard.

En juillet 1994, il était finalement renversé lors d'un putsch sans effusion de sang par de

jeunes officiers, menés par Yahya Jammeh.

Quittant Banjul à bord d'un navire de guerre américain, il obtenait d'abord l'asile au Sénégal. Il s'était ensuite installé à Londres avec sa famille, pendant une dizaine d'années, avant de rentrer définitivement en Gambie en 2004.

Il s'était réinstallé dans sa résidence de Fajara, dans un quartier chic près de Banjul, confisquée au lendemain du putsch en même temps que d'autres biens, tous restitués après l'amnistie dont il a bénéficié en 2001.

T. L.

Feux en Amazonie

Bolsonaro accepte finalement une aide financière de l'étranger

Le Brésil s'est finalement dit "ouvert" mardi à une aide financière "d'organisations étrangères et même de pays" pour lutter contre les incendies en Amazonie à condition de contrôler les fonds, après avoir rejeté la veille une offre du G7.

«Le point essentiel est que cet argent, une fois entré au Brésil, n'aille pas à l'encontre de la souveraineté brésilienne et que la gestion des fonds soit sous notre responsabilité», a déclaré un porte-parole du président Jair Bolsonaro, au lendemain d'une offre de 20 millions de dollars émanant des pays du G7.

Ce revirement intervient alors que les incendies ont provoqué une indignation internationale et menacent un accord de libre-échange UE-Mercosur négocié depuis 20 ans.

Jair Bolsonaro avait mardi matin conditionné l'arrivée de l'aide du G7 au «retrait de (ses) insultes» par son homologue français Emmanuel Macron, prenant le parti de l'escalade dans la violente polémique opposant le Brésil et la France.

«Monsieur Macron doit retirer les insultes qu'il a proférées contre ma personne», a-t-il lancé, au sujet des accusations de son homologue selon lesquelles il avait «menti» sur ses engagements environnementaux.

«D'abord il m'a traité de menteur et ensuite, d'après mes informations, il a dit que notre souveraineté sur l'Amazonie était une question ouverte», a dit Jair Bolsonaro avant de rencontrer les gouverneurs des neuf Etats d'Amazonie.

Pour cet ex-capitaine de l'armée, climatocéphale assumé, la souveraineté du Brésil sur ses 60% d'Amazonie, qu'il appelle «notre Amazonie», n'est pas négociable.

Les gouverneurs ont soutenu mardi le président sur la question de la souveraineté, tout en réclamant une aide internationale pour l'Amazonie.

Au dernier jour du sommet du G7 de Biarritz (sud-ouest de la France), Emmanuel Macron s'était interrogé sur l'opportunité de conférer un statut international à la forêt amazonienne, au cas où les dirigeants de la région prennent des décisions nuisibles pour la planète.

Dans son bras-de-fer, M. Bolsonaro pouvait compter toutefois sur le «soutien sans réserve» de Donald Trump. «Il travaille très dur sur les feux en Amazonie et, à tous égards, fait un très bon boulot pour le peuple brésilien», a assuré le président américain.

«Merci président Donald Trump. Nous combattons les feux de forêt avec beaucoup de succès. Le Brésil est et sera toujours une référence internationale en matière de déve-



loppement durable. La campagne de désinformation à l'encontre de notre souveraineté ne va pas fonctionner», a réagi le président brésilien sur Twitter.

- «Question familiale» -

Lundi soir, Brasilia avait rejeté les 20 millions de dollars proposée par le G7 pour combattre les incendies, en conseillant au président français de s'occuper «de sa maison et de ses colonies» et en ironisant sur l'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris du 15 avril dernier.

Mardi, le général Augusto Heleno, important membre du gouvernement en tant que chef des services de sécurité, a tancé cette «France qui n'a de leçon à donner à personne» car «partout où (les Français) sont passés, ils ont laissé une traînée de destruction, de confusion et de misère».

Lundi M. Macron avait qualifié de «propos extraordinairement irrespectueux à l'égard de (son) épouse» un commentaire de Jair Bolsonaro à un post sur Facebook.

Interrogé mardi, M. Bolsonaro a confirmé avoir mis lui-même le commentaire endossant ce post qui montrait Brigitte Macron sur une photo très désavantageuse. Mais il a refusé d'aborder une «question familiale» et

a menacé de couper court à sa rencontre avec les journalistes s'ils insistaient».

L'écrivain brésilien Paulo Coelho a demandé pardon à la France après les attaques de Jair Bolsonaro, comme de nombreux internautes au Brésil, qui exprimaient leur honte, sous le mot-clé #DisculpaBrigitte (Pardons, Brigitte). «Pardonnez-moi, pardonnez-moi mille fois», a-t-il dit dans une vidéo sur Twitter.

«Nous voudrions une Première dame comme vous: élégante, intelligente et qui fasse réellement quelque chose d'utile pour son pays», écrivait @4fraquejada. «Mais nous avons l'épouse-trophée d'un vieil idiot qui ne sait pas tenir sa langue».

Toutefois le président d'extrême droite bénéficiait dans ses empoignades avec Paris du soutien inconditionnel de la sphère bolsonariste.

Réunion régionale

Le Pérou et la Colombie ont proposé aux pays de la région amazonienne une réunion d'urgence le 6 septembre, à Leticia (ville située dans l'extrême sud de la Colombie, et frontalière du Pérou et du Brésil), afin de coordonner les mesures de protection de la

plus vaste forêt tropicale du monde, qui outre le Brésil et ces deux pays s'étend aussi en Bolivie, Equateur, Guyane française, Guyana, Suriname et Venezuela.

Brasilia a répondu favorablement à cette proposition. «Oui, (M. Bolsonaro) participera à ces activités. La coopération sud-américaine est essentielle dans ce combat», a dit le porte-parole de la présidence, Rego Barros.

Sur le terrain, les feux ont encore progressé lundi. Quelque 1.659 nouveaux départs de feu ont été recensés au Brésil par l'Institut national de recherche spatiale (INPE) en 24 heures, plus de la moitié en Amazonie.

A Porto Velho, capitale de l'Etat amazonien de Rondônia, un peu de pluie a quelque peu dissipé les fumées, qui ont conduit de nombreux habitants à consulter pour difficultés respiratoires. Près de 2.500 hommes et une quinzaine d'avions, dont deux bombardiers d'eau C-130 Hercules étaient mobilisés en Amazonie contre ces feux touchant aussi gravement la Bolivie frontalière du président Evo Morales. Ce dernier a salué mardi l'aide d'urgence du G7, tout en qualifiant la contribution de «toute petite».

AFP

L'intimidation américaine "vouée à l'échec", selon des experts chinois

Les tentatives par les Etats-Unis de revitaliser leur économie et de faire revenir les fabricants américains de Chine à travers l'intimidation commerciale sont «vouées à l'échec», selon des experts chinois cités par l'agence Chine Nouvelle.

L'unilatéralisme n'aidera pas les Etats-Unis à résoudre leurs problèmes intérieurs, et la «grandeur» des Etats-Unis ne sera pas durable sans une distribution et une coopération rationnelles en termes de production mondiale, a indiqué Dai Changzheng, doyen de la Faculté des relations internationales de l'Université des rela-

tions économiques et commerciales avec l'étranger, lors d'un symposium organisé mardi par l'université sur les frictions commerciales sino-américaines. La maturité et la concentration industrielles de la Chine rendent sa position dans la fabrication mondiale irremplaçable, a expliqué Zhang Jianping, chercheur à l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique relevant du ministère du Commerce.

«Le transfert industriel prend beaucoup de temps. Les étapes telles que les enquêtes préliminaires et les négociations commerciales ne

peuvent s'achever en une courte période», a fait remarquer M. Zhang, commentant les propos de la partie américaine sur le retrait des entreprises américaines de Chine. «Une intervention délibérée sur le transfert industriel mondial est vouée à l'échec».

Huo Jianguo, vice-président de la Société d'études sur l'OMC de Chine, a pour sa part souligné que les multinationales seraient réticentes à quitter le marché chinois, en raison de ses systèmes industriels de soutien complets, de ses infrastructures de qualité, de sa main-d'oeuvre qualifiée et de son environnement com-

mercial. «La Chine a connu une croissance stable des flux d'investissements étrangers», a indiqué M. Huo. «La décision de quitter ou non la Chine sera au final prise par les entreprises à capitaux étrangers elles-mêmes».

Les participants au symposium pensent que l'escalade des tensions commerciales par les Etats-Unis constitue une «violation flagrante» des règles internationales, représente une «intimidation commerciale sans scrupules et pose une grave menace au développement sain de l'économie mondiale», conclut l'agence.

K. M.



Alléger ou non les sanctions, le dilemme de Trump sur l'Iran

Après le G7, Donald Trump est confronté à un dilemme face à l'Iran: alléger les sanctions draconiennes qui sont l'alpha et l'oméga de sa stratégie, au risque de braquer les faucons républicains, ou passer à côté de l'occasion d'amorcer un dialogue direct avec Téhéran.

Lors du sommet de Biarritz, en France, l'intense effort diplomatique du chef de l'Etat français Emmanuel Macron a débouché sur la première ouverture après des mois d'escalade des tensions entre Washington et Téhéran, avec la possibilité d'une rencontre directe, dans les prochaines semaines, du président des Etats-Unis et son homologue iranien Hassan Rohani.

Mais les conditions pour que cet apaisement se matérialise, par exemple lors de l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre à New York, sont loin d'être réunies.

Le président iranien a averti dès mardi que les Etats-Unis devaient auparavant lever «toutes les sanctions» qu'ils ont imposées à l'Iran depuis que Donald Trump a claqué la porte, en mai 2018, de l'accord international sur le nucléaire iranien.

C'est tout l'objet de la stratégie européenne, portée par Emmanuel Macron: convaincre le milliardaire républicain, qui répète vouloir négocier «un meilleur accord» avec les dirigeants iraniens, qu'il faut pour cela faire un geste économique en direction de Téhéran. Les diplomates français espéraient, avant et pendant le G7, que Washington accepte de rétablir certaines des dérogations qui permettaient à l'Iran, jusqu'au printemps dernier, d'exporter son pétrole vers la Chine, l'Inde ou encore le Japon sans que ces pays soient frappés par les sanctions américaines.

Ligne de crédit

Difficile toutefois de voir l'administration Trump revenir, même pour une «période limitée» comme le suggère le président français, sur la suppression de ces dérogations, qui sont à ses yeux

la clé de la «pression maximale» destinée à étrangler l'économie de l'Iran et faire capituler ses dirigeants.

«L'idée selon laquelle l'Iran recevrait des bénéfices économiques tangibles seulement pour cesser de faire ce qu'il n'aurait jamais dû faire, c'est exclu», a d'ailleurs tonné mardi sur Radio Free Europe le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, John Bolton — l'un des nombreux faucons qui poussent une ligne de fermeté absolue.

Si Donald Trump décidait d'assouplir malgré tout les sanctions sur le pétrole iranien en échange d'un tête-à-tête avec Hassan Rohani, «il devrait limoger Bolton ou Bolton devrait démissionner», dit à l'AFP Barbara Slavin, du cercle de réflexion Atlantic Council.

C'est une possibilité: Donald Trump a déjà surpris le monde en rencontrant le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. A ce dernier, il n'a fait aucune concession sur les sanctions, ce qui a contribué à l'impasse actuelle avec Pyongyang, et il n'est donc pas impossible qu'il se montre plus souple avec Téhéran pour arracher le grand succès diplomatique qui lui fait cruellement défaut.

Mais peu y croient à Washington. Et en attendant ses prochaines décisions, la plus grande prudence semblait de mise au sein de son gouvernement, où personne ne se risquait mardi à détailler la stratégie pour les prochaines semaines.

L'ex-homme d'affaires new-yorkais est en revanche apparu plus ouvert à l'autre piste technique suggérée par Paris: une «ligne de crédit» — un montant de 15 milliards de dollars a été évoqué par certains médias — qui redonnerait un peu d'oxygène à Téhéran, par exemple pour acquérir des médica-

ments.

«Séance photo»

«Ils pourraient avoir besoin d'un peu d'argent pour surmonter une très mauvaise passe», a acquiescé Donald Trump. «On parle d'une facilité qui serait une lettre de crédit», «garantie par le pétrole», a-t-il ajouté.

Mais même cette «ligne de crédit» risque de mal passer auprès d'une partie du camp républicain.

La seule venue à Biarritz du chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif, pour rencontrer des responsables européens, a été dénoncée par l'ex-ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, qui a accusé Emmanuel Macron d'avoir «manipulé» son homologue américain.

Et Mark Dubowitz, de la Foundation for Defense of Democracies qui prône la pression maximale contre Téhéran, a mis en garde sur Twitter: «Donald Trump, durcissez les sanctions, ne les relâchez pas de manière prématurée».

Pas sûr enfin qu'une telle aide financière suffise à créer les conditions pour une rencontre Trump-Rohani.

«Trump a puni l'Iran plus que tout autre président dans l'histoire américaine», «pourquoi Rohani le gratifierait d'une séance photo?», demande Barbara Slavin, rappelant que le dirigeant iranien avait refusé de rencontrer Barack Obama malgré sa position beaucoup plus conciliante.

Selon elle, la stratégie française a pour principal intérêt de permettre de gagner du temps jusqu'à l'élection présidentielle de novembre 2020 aux Etats-Unis. «Le message de Macron à Téhéran, dit-elle, c'est: «tenez bon, le changement de régime arrive à Washington.»»

AFP

Brexit

L'opposition britannique s'entend pour tenter d'empêcher un "no deal"

Les partis d'opposition britanniques se sont dits déterminés mardi à contrecarrer d'urgence un Brexit sans accord le 31 octobre, tandis que le Parti du Brexit de Nigel Farage a menacé le Premier ministre Boris Johnson de torpillage électoral s'il ne rompait pas brutalement avec l'UE.

Les chefs de file des partis d'opposition ont eu une réunion «productive» destinée à bloquer un Brexit sans accord qui serait «désastreux», selon un communiqué commun diffusé à l'issue de la rencontre.

«Les participants se sont accordés sur l'urgence d'agir ensemble pour trouver des moyens pratiques d'éviter une absence d'accord, dont la possibilité de voter une loi et la défiance» contre le gouvernement, ont ajouté le Labour, le Parti national écossais (SNP), les libéraux-démocrates, le Plaid Cymru (Pays de Galles), les Verts et le Groupe indépendant pour le changement.

Boris Johnson ne dispose que d'une majorité d'une voix au Parlement et n'a pas écarté la possibilité de suspendre l'assemblée pour empêcher les députés de bloquer un «no deal».

Pour marquer leur opposition à une telle suspension, des députés ont organisé une autre rencontre mardi au Parlement.

«Toute tentative d'empêcher le Parlement de siéger, pour imposer un Brexit sans accord, se heurtera à une résistance démocratique forte et générale» et constituerait une «crise constitutionnelle historique», ont prévenu dans une déclaration commune les députés. Parmi ces élus — au nombre de 160 selon le travailliste Stephen Doughty — figurent des poids lourds de l'opposition comme le travailliste John McDonnell ou la cheffe du parti libéral-démocrate Jo Swinson.

«Seul accord acceptable»

Boris Johnson veut à tout prix quitter l'UE, avec ou sans accord de divorce, une position qui divise profondément le Royaume-Uni, jusque dans son camp conservateur, dont une partie souhaite le maintien de liens étroits avec l'UE. Une césure brutale fait craindre des pénuries alimentaires, de carburant et de médicaments, ainsi que le rétablissement de droits de douane.

Londres et l'UE s'opposent sur le sort de la future frontière irlandaise, qui séparera le Royaume-Uni du marché unique européen, tout en se disant prêts à en discuter.

Mardi soir, Boris Johnson a eu une discussion téléphonique «positive et substantielle» avec Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, selon une porte-parole du Premier ministre.

David Frost, conseiller de Boris Johnson, sera mercredi à Bruxelles, selon une porte-parole de l'exécutif européen, Mina Andreeva.

Mais Boris Johnson a aussi répété lors de cet appel qu'il n'y avait pas de perspective d'accord sans des changements à celui conclu entre l'ancienne Première ministre Theresa May et Bruxelles.

Jean-Claude Juncker a lui averti que «toute proposition concrète» de changement devait justement être «compatible» avec cet accord, selon un communiqué de la Commission européenne. «Un scénario de Brexit sans accord ne sera jamais que la décision du Royaume-Uni, pas celle de l'UE», a-t-elle jugé.

De son côté, le Parti du Brexit, emmené par l'eurodéputé europhobe Nigel Farage, s'est mis en ordre de bataille en présentant mardi ses candidats à d'éventuelles élections législatives anticipées, un scénario de plus en plus évoqué.

«Le «no deal» est le meilleur accord, le seul accord acceptable», a lancé M. Farage, une figure clé de la campagne référendaire sur le Brexit en 2016, applaudi par plus de 500 candidats potentiels à Londres. Lui-même se présentera. Son parti, arrivé en tête des élections européennes en mai, a promis de disputer tous les sièges détenus par les Tories si Boris Johnson faisait un compromis avec Bruxelles.

Le «joug de Trump»

A l'opposé, le Labour, principale formation d'opposition, fera «tout ce qui est nécessaire» pour empêcher un «no deal», avait prévenu lundi Jeremy Corbyn dans le journal The Independent.

Il avait également mis en garde contre les risques d'un «no deal» favorable au président américain Donald Trump qui, ardent défenseur d'un Brexit sans concession, a promis à M. Johnson «un très grand accord commercial, rapidement» après le retrait. Une sortie de l'UE sans accord «ne nous rendra pas notre souveraineté, cela nous mettra sous le joug de Trump et des grosses entreprises américaines», s'était inquiété Jeremy Corbyn.

Selon lui, des élections anticipées seraient le meilleur moyen de contrecarrer un Brexit sans parachute. Les travaillistes feraient alors campagne pour un nouveau référendum sur l'appartenance à l'UE.

Les Britanniques ont voté en 2016 à 52% en faveur d'un divorce avec l'UE, mais sa date a été déjà repoussée deux fois faute d'approbation au Parlement britannique des conditions de sa mise en oeuvre.

AFP

Taxe Gafa

L'industrie technologique américaine dénonce l'accord USA-France

Un groupement professionnel américain représentant notamment Google, Amazon et Facebook, a dénoncé mardi l'accord sur la taxe numérique française annoncé par les présidents Donald Trump et Emmanuel Macron, la veille.

Cet accord prévoit de laisser en place le nouvel impôt français sur l'activité des grands groupes de technologie (Gafa) jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau plan fiscal international négocié dans le cadre de l'OCDE.

«Nous ne devrions pas soutenir un compromis donnant le feu vert à des taxes discriminatoires à l'encontre des entreprises de technologie américaines au prix d'une vague promesse d'un éventuel remboursement partiel des années plus tard», a déclaré Ed Black, président de la Computer & Communications Industry Association (CCIA), qui notamment représente Google, Amazon et Facebook, craignant que l'initiative française «encourage d'autres pays à suivre cet exemple».

La taxe française de 3% sur le chiffre d'affaires des grandes entreprises technologiques qui génèrent au moins 750 millions d'euros (830 millions de dollars) par an a été critiquée à Washington, notamment parce qu'elle s'écarte du principe usuel d'imposer une société sur ses bénéfices.

Le parlement français a adopté le nouveau prélèvement en juillet, frustré par la lenteur des négociations sur un nouvel accord mondial prévoyant une augmentation des recettes fiscales tirées des grandes entreprises de technologie internationales hors de



leur pays d'origine.

Aux termes de l'accord conclu lors de la réunion du G7 à Biarritz, les autorités fiscales françaises rembourseront les entreprises qui paient plus que ce qu'elles auraient payé avec la formule internationale encore à déterminer au sein de l'OCDE, a déclaré le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire.

Joe Kennedy de l'Information Technology & Innovation Foundation, un groupe de réflexion souvent aligné sur l'industrie, a également déclaré que les États-Unis devraient rejeter l'accord.

«Si les États-Unis donnent leur autorisation à la France, ce sera alors l'occasion pour d'autres gouvernements étrangers de s'en prendre aux grands employeurs améri-

cains et d'imposer des taxes similaires», a-t-il déclaré.

Google n'a fait aucun commentaire sur l'annonce de l'accord lundi. Mais le groupe a rappelé sa position précédente qui soutient une nouvelle convention fiscale mondiale, tout en mettant en garde contre les «conséquences dangereuses» de la taxe française.

M. L.

Chine

Cinq morts après un incendie dans un tunnel

Cinq personnes ont été tuées après qu'un camion a pris feu mardi soir dans un tunnel d'autoroute de la province chinoise du Zhejiang (est), ont annoncé les autorités locales. Les premiers éléments de l'enquête montrent que l'accident s'est produit à 18h27 lorsqu'un pneu du camion a pris feu dans un tunnel de l'autoroute reliant Shenyang à Haikou, selon le département de l'information de la ville de Taizhou. Les marchandises transportées par le camion se sont rapidement enflammées, générant une importante fumée et prenant au piège des véhicules et des personnes dans le tunnel. La police de la route est arrivée sur les lieux à 18h32, mais les flammes n'ont pu être éteintes rapidement, car elles se sont très vite propagées. La ville a envoyé davantage de membres du département local de la sécurité publique, des pompiers et des équipes médicales et de premiers soins pour évacuer et secourir les personnes prises au piège et éteindre les flammes. Un total de 36 personnes ont été hospitalisées, dont cinq sont décédées, selon le département de l'information.

H. F.

Japon

Précipitations géantes, deux décès confirmés

Les autorités japonaises ont lancé mercredi des alertes maximales contre des précipitations diluviennes dans le sud-ouest du Japon, notamment dans l'île de Kyushu, où d'importantes crues ont déjà causé au moins deux morts.

Le corps sans vie d'un homme a été découvert dans sa voiture emportée par les flots dans la préfecture de Saga, a précisé un fonctionnaire local.

Un octogénaire est mort noyé dans des circonstances similaires dans la préfecture de Fukuoka, alors qu'il tentait de s'extirper de sa voiture piégée par la montée des eaux, selon les autorités locales.

Le porte-parole du gouvernement Yoshihide Suga a aussi signalé qu'une autre personne dans la préfecture de Saga était en état d'arrêt cardiorespiratoire - une expression utilisée au Japon pour parler d'un décès encore non officiellement confirmé par un médecin.

«La police et les pompiers ont aussi reçu de nombreux appels d'urgence», a ajouté

M. Suga.

«Beaucoup de dommages ont été signalés dans différentes zones en raison de rivières en crue, de glissements de terrain et de maisons inondées», selon le porte-parole du gouvernement, précisant que l'ampleur des dégâts pourrait encore s'aggraver dans les prochaines heures.

Sur la base d'alertes météo d'un niveau exceptionnel, les autorités locales ont émis des ordres d'évacuation (qui ne sont cependant pas obligatoires) pour 670.000 habitants, contre 240.000 plus tôt dans la matinée.

Près d'un million de personnes supplémentaires étaient par ailleurs concernées par des recommandations d'évacuation.

«Le risque de désastre est extrêmement élevé», avait déclaré un responsable de l'Agence nationale de météorologie lors d'une conférence de presse organisée en urgence mercredi matin.

«Il faut prendre le maximum de précautions pour se protéger (...), s'il vous plaît ne

tardez pas» à évacuer, avait insisté ce responsable.

Le Japon, notamment le sud-ouest, est victime chaque année d'épisodes de pluies intenses, souvent lors du passage d'un typhon, ce qui n'est cependant pas le cas cette fois.

Ces précipitations entraînent des crues gigantesques et des coulées de boue pouvant être mortelles.

Les autorités ont cependant toutes les peines du monde à faire respecter les ordres d'évacuation. Car il est parfois extrêmement difficile pour la population de se déplacer, surtout de nuit et dans des zones rurales isolées comptant une forte proportion de personnes âgées.

Les habitants ont aussi du mal à imaginer la rapidité de la montée des eaux de rivières et ont tendance à penser, à tort, qu'ils ont le temps d'y échapper. En juillet 2018, des inondations avaient ainsi fait plus de 200 morts dans le pays.

Y. M.

USA

Le visa d'un palestinien révoqué après la fouille de ses réseaux sociaux

Un étudiant palestinien admis à la prestigieuse université de Harvard a affirmé mardi avoir été retenu plusieurs heures à l'aéroport avant de se voir refuser l'entrée aux États-Unis en raison d'opinions politiques exprimées par ses amis sur les réseaux sociaux.

Ismaïl Ajjaoui, qui vit au Liban, a déclaré au journal étudiant The Harvard Crimson qu'à son arrivée vendredi à l'aéroport de Boston, la police l'avait interrogé durant huit heures, et lui avait notamment

demandé sa religion.

Après avoir fouillé son téléphone et son ordinateur portable pendant cinq heures, une policière «a commencé à me crier dessus», a-t-il raconté. «Elle a dit qu'elle avait trouvé des gens parmi ma liste d'amis qui postaient des opinions politiques opposées aux États-Unis», a-t-il ajouté.

Le jeune étudiant de 17 ans assure avoir fait valoir qu'il n'avait lui-même jamais exprimé ses propres opinions politiques sur les

réseaux sociaux.

Malgré cela, son visa a été révoqué et il a été renvoyé chez lui, a-t-il rapporté. La police aux frontières américaine a confirmé avoir refusé l'entrée à Ismaïl Ajjaoui, mais a ajouté ne pas pouvoir fournir de raison précise en raison de la confidentialité concernant un dossier individuel.

«Cette personne a été jugée inadmissible sur le territoire américain sur la base d'informations découvertes durant la perquisi-

tion», a dit un porte-parole de cette agence fédérale, Michael McCarthy.

«La loi américaine n'autorise pas les refus de visa sur la seule base de déclarations politiques ou d'opinions si ces déclarations ou opinions seraient jugées légales aux États-Unis», a pour sa part souligné un responsable du département d'Etat.

L'adolescent a dit espérer en une solution avant la rentrée universitaire la semaine prochaine.

Donald Trump a fait de la fermeté en matière d'immigration une priorité, et son administration a décidé de surveiller l'usage des réseaux sociaux par toutes les personnes qui veulent entrer aux États-Unis, y compris les détenteurs de visas. Cette mesure est dénoncée par les défenseurs des droits fondamentaux, qui invoquent la liberté d'expression inscrite dans le premier amendement de la Constitution américaine.

L. T.

Pour être dédié au développement de la cardiologie

Réhabilitation de l'ancien service de néphrologie à Blida

L'ancien service de néphrologie, qui se trouvait au niveau du service de cardiologie et de la médecine interne, sera réhabilité et dédié aux développements de la cardiologie, a annoncé, mardi à Blida, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui.



En réponse à l'APS en marge de la visite de travail dans la wilaya de Blida, le ministre a déclaré que "l'ancien service de néphrologie et d'hémodialyse qui se trouvait au niveau de l'Hôpital Frantz Fanon avant son transfert au Centre hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et de tissus, sera réhabilité et dédié à la cardiologie pour développer cette spécialité au profit des citoyens".

"Nous avons chargé le directeur local de la santé et les responsables de l'Hôpital de réaliser une étude et une fiche technique et nous allons les accompagner en débloquent l'enveloppe financière nécessaire pour la réhabilitation des anciennes bâtisses", a-t-il expliqué, ajoutant qu'"une fois réalisé, le pro-

jet sera mis à la disposition du service de cardiologie qui a une renommée nationale et des compétences que nous devons accompagner et renforcer davantage au service de la santé publique".

"Nous avons décidé avec le wali, le directeur local de la santé, et les conseils médical et scientifique de transférer les malades du service néphrologie vers un hôpital spécialisé avec des médecins spécialistes en néphrologie et histologie avec des prestations à la hauteur des aspirations du citoyen", a encore déclaré le ministre.

Pour sa part, le directeur de la Santé à la wilaya de Blida, Ahmed Djemai, a indiqué à l'APS que le service d'hémodialyse au niveau du CHU Frantz Fanon a été transféré,

samedi dernier, vers le Centre hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et des tissus.

Les insuffisants rénaux dans la wilaya de Blida ont, à plusieurs reprises, protesté contre la dégradation des services et la vétusté des équipements de dialyse et réclamé l'amélioration de leurs conditions de soins.

Mesures coercitives pour mettre fin aux agressions contre les personnels de santé

Qualifiant les agressions contre les personnels de santé d'"inacceptables", M. Miraoui a affirmé qu'il s'agit d'un "délit" et, qu'à

ce titre, les mesures qui s'imposent seront prises.

"Je ne tolère aucune agression contre les personnels de santé dans l'exercice de leurs fonctions car il s'agit d'un délit que rien ne saurait justifier", a insisté le ministre lors de la conférence de presse au sujet des agressions que subissent les personnels de santé dans certains hôpitaux.

En cas de manquement de la part d'un membre du personnel médical, c'est à l'administration de prendre les mesures idoines" et pas aux citoyens, a-t-il ajouté.

"Nous dénonçons ces pratiques qui nous sont étrangères, car en tant que peuple musulman nous devons nous respecter les uns les autres", a-t-il poursuivi, soulignant qu'"il existe des moyens civilisés de réclamer ses droits".

H. R.

Envenimation scorpionique à Ghardaïa Plus de 1.730 cas, dont un décès depuis le début de l'année

Un total de 1.732 cas de piqûres de scorpion, dont un cas de décès, ont été recensés depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la santé de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH). Le cas de décès concerne un enfant, survenu dans la commune de Ghardaïa, où la victime a été piquée accidentellement sans que ses parents ne s'en rendent compte et n'a pas été évacué à temps vers un centre de santé le plus proche, a-t-on expliqué.

La commune de Guerrara détient toujours le triste record des piqûres de scorpion avec 397 cas suivies des communes de Metlili (314), Ghardaïa (262), Berriane (159), Bounoura (98 cas), selon les statistiques de la direction de la santé. Le nombre de piqûres de scorpion et l'inoculation accidentelle de leur venin va crescendo durant la période estivale, a estimé le directeur du secteur, Ameur Benaïssa, avant d'attribuer cette situation au climat aride et à l'insalubrité publique et la dégradation de l'environnement. L'envenimation scorpionique est considéré comme un sérieux problème de santé publique dans la région de Ghardaïa et ce malgré la forte densité de la couverture sanitaire de proximité répondant aux exigences de cas d'envenimation avec la disponibilité d'antidote (Sérum) dans les différentes localités de la wilaya, a fait savoir le responsable. Ce fléau constitue le premier cas d'intoxication dans la wilaya de Ghardaïa durant la période estivale, selon les données épidémiologiques du secteur de la santé.

Pour de nombreux praticiens, l'insalubrité publique, l'insuffisance de l'éclairage public et le manque d'éducation sanitaire, sont les principaux facteurs favorisant la prolifération de ces insectes venimeux dans les zones urbanisées.

La lutte contre l'envenimation scorpionique est tributaire de la préservation du milieu environnemental, estiment de nombreux médecins de la wilaya contactés par l'APS. Ils insistent sur l'impératif d'ancrer la culture du respect de l'environnement dans le cadre d'un développement durable.

K. T.

Personnes en état de mort cérébrale

Généralisation prochaine des transplantations d'organes

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière Mohamed Miraoui a annoncé, mardi à partir de Blida, la généralisation prochaine, au niveau national, de la transplantation d'organes à partir de personnes en état de mort cérébrale pour pouvoir répondre à la forte demande dans ce domaine.

"En mars dernier, une transplantation d'organe a été effectuée avec succès à partir d'une personne en état de mort cérébrale, et par conséquent elle sera prochainement généralisée au niveau national", a déclaré le ministre lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite de travail et d'inspection dans nombre de structures relevant de son secteur dans la wilaya.

Suite à la création de l'Agence nationale de greffe d'organes qui compte 31 antennes au niveau national, "il sera procédé à la mise en place d'un nouveau plan qui répond aux chiffres que nous aspirons à les

réaliser dans le domaine", a-t-il ajouté.

M. Miraoui a fait état, dans ce sens, d'une rencontre en septembre prochain avec les responsables de l'Agence pour faire le bilan de cette année et de l'année dernière.

Affirmant que le secteur de la santé oeuvrera à augmenter le nombre d'opérations réalisées par toutes les unités de l'Agence à l'échelle nationale, le ministre a souligné que ce bilan constituera "une feuille de route pour permettre l'amélioration des données en 2020 et avoir un grand nombre de donneurs".

Lors de cette visite, le ministre de la santé a inspecté et inauguré plusieurs projets et services relevant du secteur, à l'image de la nouvelle succursale de l'Agence nationale de greffe d'organes au Centre hospitalo-universitaire Frantz Fanon, permettant ainsi à cette dernière suivant les explications présentées sur place la numéri-

sation des dossiers des donneurs et des patients au niveau national et de déterminer les priorités conformément à une liste établie par système électronique.

Le ministre a visité le service de santé mentale en présence du procureur général près le tribunal de Blida et du président de ledit tribunal, là où il s'est enquis des conditions d'hébergement des prisonniers malades.

Le ministre de la santé a pris connaissance de la fiche technique du projet de réaménagement du centre de chirurgie pédiatrique qui sera abritée par la clinique M'hamed Yazid (ex Ferroudja) après avoir transféré ses services auparavant à l'hôpital Frantz Fanon.

Par ailleurs, le ministre a présidé l'inauguration officielle du Centre hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et des tissus (ex institut du rein).

H. R.

" Dans toutes les larmes s'attarde un espoir. "

Simone de Beauvoir



" Les larmes sont l'extrême sourire. " Stendhal

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

Propos de Bolsonaro: Les Brésiliens présentent leurs excuses à Brigitte Macron sur Twitter



Une vague de messages d'excuses s'est élevée sur Twitter accompagnés du mot-dièse " Desculpa Brigitta " (" Pardon Brigitte "). Après les propos " irrespectueux " de leur président qui avait ironisé sur l'apparence physique de Brigitte Macron, de nombreux Brésiliens ont souhaité témoigner de leur soutien auprès de la première dame française.

Le hashtag a été utilisé dans plus de 50.000 tweets, des excuses présentées parfois dans la langue de Molière et adressées à Brigitte Macron par des utilisateurs qui se disent " honteux " du comportement de Jair Bolosonaro. " Je m'excuse pour le manque extrême d'éducation de M. Jair Bolsonaro. Malheureusement, ce monsieur extrêmement irrespectueux est le président du Brésil. En tant que Brésilienne, je souhaite que ces quatre années passent [vite] ", a ainsi écrit une utilisatrice du réseau social. " Vous êtes une femme merveilleuse ! L'avis du président ne reflète pas l'opinion du peuple brésilien ", a posté une autre personne.

Beauté

Détendre les yeux fatigués et le regard triste

Les exercices faciaux constituent un moyen naturel et entièrement gratuit de prévenir le vieillissement et de rajeunir les traits du visage. Ils améliorent la circulation sanguine et chassent les mines tristes. Pratiqué régulièrement, la gymnastique faciale des yeux est efficace et ses effets sur la luminosité du regard sont perceptibles rapidement. Les exercices suivants stimulent la circulation sanguine du contour des yeux et fortifient les muscles des paupières. Ils agrandissent les yeux, donnent de l'éclat au regard et réduisent notablement les poches et les cernes sous les yeux.

-Posez aux coins internes et externes de chaque œil, le majeur et l'index de chaque main. Exercez une pression dans les coins internes et externes des yeux gardés ouverts et poussez la paupière intérieure le plus haut possible. L'effort occasionne le tremblement de la peau sous les doigts. Relâchez et recommencez l'exercice en alternant 10 contractions et 10 relâchements.

- Posez uniquement les index aux coins externes des yeux et fermez les yeux en pressant fortement les paupières l'une sur l'autre. Comptez jusqu'à 20, tout en sentant les vibrations dans les coins externes. Relâchez. Répétez 3 fois cet exercice en 2 temps.

-Ouvrez les yeux le plus grand possible. Tenez la



position quelques secondes et relâchez la tension. Si vos paupières sont tombantes, faites le même exercice en contractant

le muscle qui entoure les yeux.

Hygiène dentaire ----- La brosse à dent, un véritable nid à microbes

La brosse à dents contient 10 millions de bactéries selon une nouvelle étude scientifique anglaise.

Bouche, éclaboussures du lavabo et même particules en suspension provenant des toilettes, la brosse à dents devient rapidement un nid à microbes pouvant contenir jusqu'à 10 millions de bactéries d'après les résultats de l'étude des chercheurs de l'Université de Manchester.

Les chercheurs ont analysé les poils de brosses à dents et ont constaté qu'elles pouvaient contenir jusqu'à 10 millions de bactéries dont la E. coli ou le staphylocoque.

Ils ont identifiés plusieurs sources de contaminations et suggéré plusieurs règles pour les éviter.

La brosse est tout d'abord infectée par les bactéries de la bouche, puis par celles des éclaboussures d'eau du robinet, puis par celles des poils des autres brosses, puis par le tube du dentifrice puis dans certains cas par celles projetées par la chasse d'eau des toilettes...



Les étuis en plastique : une erreur

Vous ne vous sentez pas concerné puisque votre brosse à dents est sagement rangée dans un étui en plastique pour la protéger de toutes ces sources de contamination ? Mauvaise nouvelle. Les chercheurs révèlent dans cette étude qu'au lieu d'être efficace, cette pratique augmente les risques de multiplication des bactéries. En effet, l'étui empêche

la brosse à dents de sécher entre les utilisations et l'humidité favorise le développement des bactéries.

Quelques règles à respecter

Pour se prémunir des bactéries, les chercheurs recommandent d'utiliser des dentifrices à base de triclosan plus efficaces et rappellent que " les poils de la

brosse ne doivent pas toucher l'embout du tube qui est un vecteur de contamination ". Ils insistent aussi sur l'importance de nettoyer la brosse après chaque usage et de la désinfecter si elle est tombée par terre.

Si vos toilettes se trouvent dans la salle de bain, pensez à toujours fermer le couvercle avant de tirer la chasse d'eau pour éviter la propagation de bactéries et de virus.

Hyper sensible aux bactéries, la brosse à dent ne devrait même pas partager le même contenant que ses voisines. Une pratique sûrement efficace mais qui demande un peu de place et d'organisation ! Essayez au maximum que les poils ne se touchent pas. " Mais une chose est sûre, si vous voulez éviter que votre brosse soit un vrai nid à bactéries, évitez de la prêter et changer en souvent " concluent les chercheurs.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

OGC Nice

Atal de retour dans le groupe

Le défenseur international algérien Youcef Atal, éloigné des terrains depuis le 11 juillet dernier, était de retour dans le groupe de l'OGC Nice en prévision du derby contre l'O. Marseille prévu hier à 20h00 pour le compte de la 3e journée du championnat de France de Ligue 1. Le latéral droit algérien figurait dans le groupe convoqué par l'entraîneur Patrick Vieira pour affronter les Marseillais sur la pelouse de l'Allianz Riviera. L'ancien joueur de Paradou AC s'était blessé à la clavicule lors du quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 face à la Côte d'Ivoire disputé le 11 juillet dernier à Suez (Egypte). Il avait manqué la demi-finale face au Nigeria (2-1) et la finale remportée contre le Sénégal (1-0). Auteur d'une bonne saison avec Nice (6 buts et une passe décisive), le retour de Youcef Atal (23 ans) constitue une bonne nouvelle pour son entraîneur dont il est devenu un élément indispensable. Nice qui vient d'être racheté par le groupe pétrochimique britannique Ineos, dont le président est le milliardaire Jim Ratcliffe, occupe la 4e place du championnat de France avec 6 points à trois unités du leader Rennes mais avec un match en moins contre Marseille.

Jeux africains 2019/
Athlétisme (2e journée)

L'Algérie décroche trois médailles

La sélection algérienne d'athlétisme a décroché trois médailles (2 or, 1 argent), à l'issue de la 2e journée des épreuves d'athlétisme des Jeux africains 2019, disputées mardi à Rabat. Les médailles d'or algériennes ont été décrochées par le décathlonien Larbi Bouraada avec un total de 7319 points et le hurdleur Amine Bouanani au 110m haies avec un chrono de (13.60), alors que la breloque en argent est revenue à Yasser Mohamed Triki au triple saut avec un bond mesuré à 16.71m. Bouraada qui a dominé les concours de la perche (4.60m) et le lancer de javelot (59.69), a devancé l'Egyptien Moustafa Ramadhan (7099 points) et le Marocain Merouane Kacimi (6607 points). De son côté, Bouanani a devancé le Nigérian Ezekiel Abejoy (13.90) et le Sénégalais Louis François Mendy (14.05). Le deuxième algérien engagé dans la finale du 110 m haies, Lyes Mokdel, a été disqualifié pour faux départ. Les épreuves d'athlétisme des JA-2019 se poursuivent jusqu'au 30 août.

Basket-ball / Nationale
1 (messieurs et dames)

Réunions d'avant saison début septembre

Les présidents des clubs des Championnats nationaux de basket-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), sont conviés à des réunions d'avant saison, a indiqué mardi la Fédération algérienne de la discipline (FABB). «Ces réunions auront plusieurs points à l'ordre du jour, dont la constitution des groupes, l'élaboration du calendrier et la désignation de la date du début de la compétition», précise la FABB. La première réunion, prévue le 5 septembre au siège du Comité olympique et sportif algérien, concernera la Nationale 1 messieurs, alors que celle de la Nationale 1 dames se tiendra deux jours plus tard (7 septembre) au même lieu. Lors de la saison écoulée (2018-2019), le GS Pétroliers a été sacré dans les deux sexes. Les Pétroliers ont décroché un 7e titre consécutif, alors que leurs homologues masculins ont remporté un 6e titre consécutif.

Equipe nationale

Belmadi dément les rumeurs



Le coach national, Djamel Belmadi, a mit fin au suspens en faisant sa réapparition en Algérie après avoir diné avec une partie de son staff et le président de la fédération Kheireddine Zetchi. Alors que des rumeurs circulaient sur une prétendue décision de démissionner de son poste, après une tension entre lui et une partie de l'entourage directe de l'EN, Belmadi démontre que tout cela est faux et qu'il compte bien continuer sa mission avec les Verts surtout après avoir réussi à ramener le sacre africain en Algérie après 29 ans d'attente. Par ailleurs et pour couper court à toutes les spéculations qui ont couru depuis le sacre il y'a un peu plus d'un mois, une conférence de presse sera organisée mardi 3 septembre, deuxième jour du stage de l'équipe nationale A. Le driver de la sélection nationale donnera tous le détail de sa dernière

réunion avec le patron de la FAF, Zetchi et de sa relation avec lui que certains qualifient de mauvaise au point où ils avaient pronostiqué un divorce entre les deux parties. Aussi, il devrait aborder le programme de la sélection qui entre en stage la semaine prochaine pour préparer les prochaines échéances qui attendent l'EN qui devra se préparer notamment pour les éliminatoires de la prochaine CAN 2021 et le mondial 2022. Il faut savoir que l'EN s'apprête à jouer un match amical face au Bénin comme annoncé par la Fédération de ce pays qui a été le premier à donner l'information alors que la FAF se mue dans le silence depuis un certain temps et ne daigne pas communiquer. En prévision de cette double confrontation amicale contre la Côte d'Ivoire et l'Algérie qui reste à confirmer, le sélectionneur des Ecureuils Michel Dussuyer a dévoilé ce mardi une liste de 23

joueurs. La liste est marquée par les absences de Moïse Adilehou et Emmanuel Imorou qui sont actuellement sans club. Fabien Farnolle également n'a pas été retenu. Rudy Gestede et Cédric Hountondji font leur grand retour après avoir raté la CAN 2019. Le technicien français a fait appel à des joueurs locaux à l'instar du défenseur des Buffles de Borgou Nabil Yarou. Ca sera la première sortie des Ecureuils du Bénin après la bonne prestation de l'équipe à la CAN 2019. Pour ce qui est des Verts joueront deux matchs amicaux les 5 et 9 septembre prochains. Un troisième match aura lieu durant la date FIFA du mois d'octobre, probablement contre une équipe sud-américaine et hors de l'Algérie, avant la reprise des matchs officiels au mois de novembre avec la réception de la Zambie.

Imad M.

Coupe arabe des clubs (16^{es} de finale aller)/CS Constantine - Al-Muharrag 3-1
Les Sanafirs réussissent l'essentiel

Le CS Constantine, l'un des représentants algériens en Coupe arabe des clubs de football, a battu la formation bahreïnienne d'Al-Muharrag sur le score de 3-1, mi-temps (1-0) mardi soir au stade Chahid-Hamlaoui, en match comptant pour les 16es de finale (aller). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Djaabout (38) et Amokrane (84') et Belkacemi (90+3) pour le CSC. Ismail Abellatif (50') pour Al-Murrak. La manche retour aura lieu le 17 septembre prochain à 16h00 Manama. Le MC Alger, engagé dans cette épreuve, entrera en lice le 24 septembre à domicile face au club omanais d'Al-Dhafar. Le «Doyen» a atteint les quarts de

finale de la précédente édition avant de se faire éliminer par les Soudanais d'Al-Merrikh (aller : 0-0, retour : 3-0). L'autre représentant algérien en Coupe arabe, la JS Saoura, a validé sa qualification, en battant dimanche soir les Tunisiens du CA Bizertin (1-0), dans le cadre du tournoi préliminaire disputé à Casablanca.

Impressions :

Denis Lavagne (CSC) : « Le CS Constantine a réalisé ce soir un bon résultat, même si le rendement de certains de mes joueurs n'était pas satisfaisant. On a su exploiter les opportunités offertes et

réussi à inscrire trois buts. C'est l'essentiel, et ça nous permet d'aborder le match retour avec aisance pour la qualification au prochain tour. C'est une bonne entame pour le CS Constantine dans cette compétition arabe ».

Marcos Cesar (Al Muharrig Club) : « Mes joueurs ont fait ce qu'il fallait. Le manque d'expérience et de compétition du fait que la Championnat du Bahreïn de football n'a pas encore débuté ont joué en notre défaveur. Les deux buts du CS Constantine en temps mort compliquent notre situation et rend notre mission au match retour difficile. Néanmoins, nous avons nos chances de passer ce tour ».

Compétitions interclubs

La LFP promet de "s'adapter aux désagréments"

La Ligue de football professionnel (LFP), réunie lundi à Alger sous la direction de son président Abdelkrim Medouar a «promis d'assurer un calendrier cohérent pour la Ligue 1 Mobilis, sans porter préjudice à aucun club» et ce, malgré l'engagement de sept formations nationales dans les différentes joutes interclubs de la saison 2019-2020. «La LFP appréhende quelque peu la suite de la programmation, car chargée de plusieurs rendez-vous internationaux, aussi bien pour les clubs que pour les différentes sélections nationales, sans parler d'autres

contraintes, qui sont totalement indépendantes de la Ligue. Malgré cela, la LFP essaiera de trouver les meilleures formules, pour assurer un calendrier cohérent, sans porter préjudice à aucun club» a promis cette instance dans un communiqué, diffusé lundi soir sur son site officiel. En effet, cette saison, l'Algérie compte pas moins de sept représentants dans les différentes joutes internationales, à savoir : l'USM Alger et la JS Kabylie en Ligue des Champions africaine, le Paradou AC et le CR Belouizdad en Coupe de la Confédération, ainsi que la JS Saoura,

le MC Alger et le CS Constantine en Ligue des Champions arabes. De nombreux engagements internationaux, qui devraient générer le report ou l'avancement de certains matchs de championnat, provoquant ainsi une importante perturbation dans le calendrier national préalablement établi. L'instance dirigée par Abdelkrim Medouar a cependant considéré qu'il est de «son devoir de s'adapter à toutes les situations», ajoutant qu'elle garde à l'esprit le fait que c'est «l'intérêt général» qui devra être «placé au-dessus de toute autre considération».

Algérie-Japon

Bedoui affirme à Yokohama la volonté de hisser la coopération bilatérale

Le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a affirmé mercredi à Yokohama que l'avenir des relations entre l'Algérie et le Japon "sera prospère", soulignant la volonté des deux parties de hisser leur coopération "au plus haut niveau au mieux des intérêts des deux pays". Dans une déclaration à la presse, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, en marge des travaux de la 7ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7), M. Bedoui a indiqué que "l'avenir des relations entre l'Algérie et le Japon sera prospère, vu le niveau actuel de la coopération", exprimant "la forte volonté des deux parties de la hisser au plus haut niveau, au service des intérêts des deux pays, et en faveur de la nouvelle dynamique que connaît l'Algérie et de réaffirmer l'importance de promouvoir le partenariat au plus haut niveau", a poursuivi M. Bedoui, rappelant que "le bon niveau de partenariat enregistré durant les années 70 a connu une baisse en début des années 90". L'entretien a également porté sur les mécanismes de coopération, a ajouté M. Bedoui, soulignant la nécessité de "hâter l'installation d'une commission économique entre les deux pays". Il a exprimé, dans ce sens, la volonté des deux parties de "concourir à la promotion de cette commission, en vue d'en faire une commission intergouvernementale, sur proposition de l'Algérie, répondant aux aspirations des deux pays", notamment au regard de "l'expérience avérée du Japon dans plusieurs créneaux, à savoir les énergies renouvelables, la lutte contre les catastrophes naturelles et la mise à niveau de la ressource humaine". "L'Algérie utilise aujourd'hui les technologies de l'information et de la communication (TICS) dans la formation des formateurs dans plusieurs spécialités", a-t-il observé. Par ailleurs, le Premier ministre a rappelé que les relations entre les deux pays "remontent à 1958", soulignant que "le Japon et des personnalités scientifiques de ce pays avaient adopté des positions historiques vis-à-vis de la guerre de libération nationale". **H. L.**

Affaires de corruption

Mise en liberté de l'ex-ministre de l'Agriculture Bouazgui Abdelkader

Le Conseiller instructeur près la Cour suprême a ordonné la mise en liberté de l'ex-ministre de l'Agriculture, Bouazgui Abdelkader, après son audition dans le cadre de l'enquête le concernant sur des affaires de corruption, indique mardi un communiqué du Procureur général près la Cour suprême. "Dans le cadre de l'enquête diligentée au niveau de la Cour suprême, le Conseiller instructeur a auditionné, ce jour 27 août 2019, le dénommé Bouazgui Abdelkader, ex-ministre de l'Agriculture, poursuivi pour octroi d'avantages indus lors de la passation de marchés publics et abus de fonction, conformément à l'article 33 de la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption", précise la même source. Les charges portaient également, conformément aux dispositions de l'article 29 de ladite loi, sur la dilapidation de deniers publics, ajoute le communiqué qui précise que le Conseiller instructeur a "ordonné la mise en liberté du prévenu". **H. Y.**



Deux individus arrêtés

Saisie de 14 kg de cannabis à Alger



Les éléments de la brigade de police judiciaire d'Alger ouest ont arrêté deux individus en flagrant délit de trafic de drogue et à la saisie de 14kg de cannabis, a indiqué, mardi à Alger, le chef de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants.

Lors d'une conférence de presse, le chef de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants, le lieutenant Ben Kheira Amer a affirmé que la circonscription ouest de la

police judiciaire de Châteauneuf (commune d'El Biar), a procédé à l'arrestation de deux individus en flagrant délit de livraison de 14,5 kg de cannabis (145 plaquettes).

Les deux mis en cause (des repris de justice âgées de 35 et 42 ans) qui s'approprièrent à livrer leur marchandise aux environs de Baba Ali (Alger ouest) ont été arrêtés à bord d'un véhicule touristique en possession d'armes blanches de 6ème catégorie

(épée samurai), a-t-il précisé.

L'exploitation à temps d'informations parvenues à la brigade a donné lieu à la mise en place d'un plan de filature qui a permis l'arrestation des trafiquants sur le lieu de la livraison de leur marchandise, estimée à 800 millions de centimes, a-t-il ajouté. Une fois la procédure légale finalisée, les mis en cause seront présentés devant la juridiction compétente, a conclu la source.

T. M.

Algérie Télécom

Les principales agences assureront une permanence le 1^{er} Moharam

Les principales agences commerciales d'Algérie Télécom seront ouvertes le 1er Moharam au niveau des chefs-lieux de wilayas afin de garantir la continuité du service, annonce mercredi l'opérateur dans un communiqué.

"Afin de servir et de satisfaire ses clients, Algérie Télécom s'engage à être à leur service le premier jour de l'an de l'hégire 1441 (1er Moharam), en mobilisant des brigades commerciales et techniques qui assureront une permanence de 10h00 à 15h00 afin de garantir la continuité du service et la maintenance du réseau tout au long de ce jour férié", précise la même source.

Les principales agences commerciales de la wilaya d'Alger (Hussein-dey, Bordj El

Kiffan, Kouba, Aissat Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Chéraga, Bab El Oued, Zéralda et El Biar) seront ouvertes durant cette journée, de même que les principales agences commerciales des chefs-lieux des autres wilayas. Les agences des chefs-lieux de wilayas de la région sud assureront, quant à elles, la permanence de 8h à 12h, note Algérie Télécom, qui indique qu'elle poursuivra, cette année, "le renforcement de sa stratégie de proximité avec ses clients, à travers la digitalisation des services en offrant une qualité de prestations plus performante, des solutions de haute capacité ainsi qu'une expérience client de niveau supérieur grâce à un réseau plus fiable".

Salem M.

ACTU...

Accidents de la route

11 morts en une journée

Onze personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique mercredi un bilan des services de la Protection civile. L'accident qui a provoqué le plus de victimes s'est produit dans la wilaya de Constantine où deux personnes sont décédées et une autre blessée suite au dérapage d'un véhicule léger ayant percuté un arbre, survenu sur la RN 5, commune de Constantine. **R. K.**

Aïn Defla

Destruction de 3 bombes de confection artisanale

Trois bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites mardi à Aïn Defla par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de recherche menée à Aïn Defla (1ère Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 27 août 2019, trois (03) bombes de confection artisanale", précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé, à Djelfa (1ère RM), un individu en possession deux (02) armes à feu", tandis que "48 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Naâma et Béchar", ajoute le communiqué.

K. T.

Constantine

Repêchage du corps de la personne emportée par les crues

Le corps sans vie de la personne emportée dimanche soir par les crues d'Oued Rhumel, suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville de Constantine, a été repêché mardi après midi par les pompiers, a indiqué à l'APS le responsable de la communication et de l'information auprès de la protection civile, le lieutenant Noureddine Tafer. Le corps du disparu, un homme de 56 ans, a été retrouvé mardi à oued Bin El Kifane, prolongement de Rhumel, dans la commune d'Ain Kerma, dans la daïra d'Ibn Ziad, a précisé le lieutenant Tafer. Le corps sans vie du disparu a été repêché après 3 jours d'intenses recherches menées par plus de 250 agents de la protection civile dont des plongeurs et des équipes cynotechniques, a rappelé le même responsable. L'opération de repêchage de la victime a nécessité un renfort de la protection civile de 5 wilayas à savoir Sétif, Oum El Bouaghi, Mila, Skikda et Batna, a-t-on encore rappelé. La victime a été transférée vers le centre hôpitalo-universitaire (CHU) de Constantine. **G. O.**

Jijel

Naissance de deux lionceaux au parc animalier Bordj Blida

Le parc zoologique Bordj Blida d'El Aouana, dans la wilaya de Jijel, a vu la naissance de deux (2) lionceaux, une femelle et un mâle de l'espèce "Lion d'Afrique", a révélé à l'APS la gérante de cette infrastructure, Naima Bouhissa. La mise bas s'est déroulée "dans des conditions normales et les deux lionceaux sont en bonne santé", a précisé la même source, ajoutant que c'est la troisième mise bas de cette lionne, née il y a des années dans ce même parc. Le parc animalier Bordj Blida, communément appelé parc de Taza, s'étend sur 24 hectares et abrite 42 espèces d'animaux domestiques et sauvages. **K. O.**